



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 20 MAI 2026
GEMEENTERAAD VAN 20 MEI 2026

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Ahmed El Khannouss, *Président suppléant du Conseil/Voorzitter plaatsvervanger van de Raad* ;
Catherine Moureaux, *Bourgmestre /Burgemeester* ;
Dirk De Block, Amet Gjanaj, Josiane Dostie, Saliha Raiss, Mohammed El Bouzidi, Mohammed Kalandar, Oumar Diallo, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Olivier Mahy, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Hind Addi, Yassine Akki, Khalil Boufraquech, Rachid Ben Salah, Taoufik Hamzaoui, Didier-Charles Van Merris, Harmony Deknudt, Rachid Mahdaoui, Mohamed Adahchour, Hakim Aissati, Ibrahima Bah, Wafa Chelh, Hilde Sagon, Mohamed El Hamouti, Ali Syed, Maria Vindevoghel, Matteo Kopriva, Asma Boutaarourt, Cloë Machuelle, Marie De Leener, Arno Vervaeet, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Marijke Aelbrecht, *Secrétaire f.f./Wvd. Secretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Abdelkarim Haouari, *Échevin(e)/Schepen* ;
Jamel Azaoum, Hassan Ouassari, Didier Fabien Willy Milis, Hamza Zibouh, Michaël Vossaert, Mohamed Arabi, Nouhaila El Akrouch, Khalid El Jaidi El Qazouy, Mohamad Chehade, Nouhéb Belghith, Valérie Loseke Nembalemba, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Hassan Rahali, *Président du Conseil/Voorzitter van de Raad*.

Ouverture de la séance à 18:12
Opening van de zitting om 18:12

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

20.05.2026/A/0001

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation citoyenne - Travaux quartier Intendant.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne dont le texte est annexé.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Burgerinterpellatie - Werken in de Opzichterswijk.

DE RAAD,

Neemt kennis van de burgerinterpellatie waarvan de tekst in bijlage is gevoegd.

De Raad neemt kennis.

Taoufik Hamzaoui quitte la séance / verlaat de zitting.
Ahmed El Khannouss préside la séance / zit de zitting voor.

20.05.2026/A/0002

Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse

**Enseignement francophone - Enseignement fondamental communal francophone
- Appel à candidatures pour la désignation temporaire dans une fonction de
direction à l'Ecole n° 1 « La Rose des Vents ».**

LE CONSEIL,

Vu les articles 10, 11, 24, 30, 33, 35, 38, 39, 41, 127, § 1er, 2° et § 2, 129, 162, 163, 187, 188 et 190 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994 ;
Vu les articles 1er, § 2, 3, 6, § 1er, VIII, 7, 7 bis, 17 à 23, 54 à 56, 78, 83, § 3, 84 et 95 de la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;
Vu les articles 1er à 4, 6 à 8, 32, 33, 38, 39 et 85 de la Loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;
Vu les articles 84 à 102, 143 et 149, 2° de la Nouvelle Loi communale du 24 juin 1988 ;
Vu les articles 2, 3, 6 à 8, 13, 14 et 21 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu les articles 1er, 2 et 5 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;
Vu les articles 1er, 6 et 7 de l'Arrêté ministériel pris le 23 septembre 2016 par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, portant délégation à certains fonctionnaires de Bruxelles Pouvoirs locaux dans le cadre de la tutelle administrative sur les communes, les intercommunales, les zones de police et les établissements locaux reconnus de gestion du temporel du culte ;
Vu les articles 1er, 12 bis, 24, § 2, alinéa 1er, 28, alinéa 1er, 3° de la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;
Vu les articles 1er, 2, 13 et 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, ainsi que les articles 2, 6 et 70 des Lois coordonnées le 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative ;
Vu les articles 1er, 34, 52 quater et 102 du Décret de la Communauté française du 6 juin 1994 fixant le statut du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné ;
Vu les articles 1er, 32, 56 à 59 bis, 99, 100, 102 et 141 du Décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement ;
Vu les articles 1er et 2 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2007 portant exécution de l'article 18, § 2, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ;
Vu les articles 1er à 4 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 déterminant le plan de formation relatif au volet inter-réseaux de la formation initiale des directeurs ;
Vu les articles 1er à 4 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 approuvant les plans de formation relatifs au volet réseau de la formation initiale des directeurs ;
Vu les articles 1er 3 à de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2019 fixant les modèles d'appel à candidatures pour les fonctions de promotion et de sélection dans l'enseignement fondamental, l'enseignement secondaire, l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;
Vu les articles 1er à 5 du Règlement organisant la procédure de sélection des candidats aux fonctions de promotion et de sélection dans les établissements d'enseignement communal francophone de Molenbeek-Saint-Jean, tel qu'adopté par délibération du Conseil communal du 22 janvier 2020 ;
Considérant que la directrice nommée de l'Ecole fondamentale communale n° 1 « La Rose des Vents » sera absente pour une longue durée (interruption de carrière d'une durée maximale de 5 ans), à partir de la rentrée scolaire 2026-2027 (17 août 2026, coïncidant avec la rentrée scolaire des directions d'écoles) ;
Considérant que la fonction de direction de cette école sera vacante temporairement à partir du 17 août 2026 ;
Considérant que la Commission paritaire locale de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean a

été consultée par mail concernant le profil de fonction et le projet d'appel à candidatures en vue de la désignation temporaire dans la fonction de direction de l'Ecole fondamentale n° 1 ;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article 57 du Décret du 2 février 2007 précité :

« Nul ne peut être admis au stage dans la fonction de directeur s'il ne répond, au moment de l'admission au stage, aux conditions suivantes :

1° être porteur d'un titre du niveau bachelier au moins ;

2° être porteur d'un des titres pédagogiques listés à l'article 100 ;

3° avoir une ancienneté de service de 3 ans dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;

4° avoir répondu à l'appel à candidatures visé à l'article 56.

Considérant qu'il y a lieu d'admettre à la désignation à titre temporaire dans la fonction de promotion de direction de l'Ecole communale n° 1 et, dans ce cadre, d'arrêter le profil de fonction et de lancer un appel à candidatures ;

DECIDE :

Article 1 :

D'arrêter le profil de fonction de directeur / directrice de l'Ecole fondamentale communale n° 1, « La Rose des Vents », tel qu'il est repris en annexe de la présente délibération.

Article 2 :

De lancer l'appel à candidatures prescrit par l'article 56, § 2 du Décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement, en vue de la désignation à titre temporaire dans la fonction de direction de l'Ecole fondamentale n° 1, et ce dans le respect des formes prescrites par l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2019 fixant les modèles d'appel à candidatures pour les fonctions de promotion et de sélection dans l'enseignement fondamental, l'enseignement secondaire, l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Article 3 :

D'étendre l'appel à candidatures à toute personne remplissant les conditions d'accès à la fonction, en ce compris aux personnes qui n'exercent pas de fonction dans l'enseignement organisé par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean.

Article 4 :

A titre exceptionnel, par dérogation à l'article 2, § 1er, 3° du Règlement organisant la procédure de sélection des candidats aux fonctions de promotion et de sélection dans les établissements d'enseignement communal francophone de Molenbeek-Saint-Jean, d'autoriser les directions des établissements scolaires à diffuser l'appel à candidature par e-mail aux membres de leur personnel qui ne sont pas en activité de service, ou qui n'ont pu être touchés par l'entremise du cahier de communication, pour autant que le destinataire de l'envoi en accuse réception.

La présente délibération sera portée à la connaissance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale qui les Pouvoirs locaux dans ses attributions, dans les formes et délais prescrits par l'article 7 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalig onderwijs - Gemeentelijk basisonderwijs (Franstalig) - Oproep tot
kandidaatstelling voor een tijdelijke aanstelling in een leidinggevende functie op
school nr. 1 „La Rose des Vents“.**

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 10, 11, 24, 30, 33, 35, 38, 39, 41, 127, § 1, 2° en § 2, 129, 162, 163, 187, 188 en 190 van de Grondwet, gecoördineerd op 17 februari 1994; Gelet op de artikelen 1, § 2, 3, 6, § 1, VIII, 7, 7bis, 17 tot 23, 54 tot 56, 78, 83, § 3, 84 en 95 van de Bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen; Gelet op de artikelen 1 tot 4, 6 tot 8, 32, 33, 38, 39 en 85 van de Bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen; Gelet op de artikelen 84 tot 102, 143 en 149, 2° van de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988; Gelet op de artikelen 2, 3, 6 tot 8, 13, 14 en 21 van de Ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 mei 1998 betreffende het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; Gelet op de artikelen 1, 2 en 5 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de toezending aan de Regering van de akten van de gemeentelijke overheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht; Gelet op de artikelen 1, 6 en 7 van het ministerieel besluit van 23 september 2016 van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met de Plaatselijke Besturen, houdende delegatie aan bepaalde ambtenaren van Brussel Plaatselijke Besturen in het kader van het administratief toezicht op de gemeenten, de intercommunales, de politiezones en de lokale instellingen erkend voor het beheer van de temporaliteiten van de erediensten; Gelet op de artikelen 1, 12bis, 24, § 2, eerste lid, 28, eerste lid, 3° van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van bepaalde bepalingen van de onderwijswetgeving; Gelet op de artikelen 1, 2, 13 en 15 van de wet van 30 juli 1963 betreffende het taalgebruik in het onderwijs, evenals de artikelen 2, 6 en 70 van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van talen in bestuurszaken; Gelet op de artikelen 1, 34, 52quater en 102 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerd personeel van het officieel gesubsidieerd onderwijs; Gelet op de artikelen 1, 32, 56 tot 59bis, 99, 100, 102 en 141 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs in het onderwijs; Gelet op de artikelen 1 en 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juli 2007 tot uitvoering van artikel 18, § 2, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs; Gelet op de artikelen 1 tot 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot bepaling van het opleidingsplan met betrekking tot het inter-netwerk luik van de initiële opleiding van directeurs; Gelet op de artikelen 1 tot 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot goedkeuring van de opleidingsplannen met betrekking tot het netwerkgebonden luik van de initiële opleiding van directeurs; Gelet op de artikelen 1 tot 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 2019 tot vaststelling van de modellen van oproep tot kandidaturen voor bevorderings- en selectieambten in het basisonderwijs, het secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het deeltijds kunstsecundair onderwijs; Gelet op de artikelen 1 tot 5 van het reglement houdende organisatie van de selectieprocedure van kandidaten voor bevorderings- en selectieambten in de Franstalige gemeentelijke onderwijsinstellingen van Sint-Jans-Molenbeek, zoals aangenomen bij beslissing van de gemeenteraad van 22 januari 2020;

Overwegende dat de benoemde directrice van de gemeentelijke basisschool nr. 1 “La Rose des Vents” voor een lange periode afwezig zal zijn (loopbaanonderbreking van maximaal 5 jaar), vanaf het schooljaar 2026-2027 (17 augustus 2026, samenvallend met de start van het schooljaar voor de schooldirecties); Overwegende dat de directiefunctie van deze school tijdelijk vacant zal zijn vanaf 17 augustus 2026; Overwegende dat de lokale paritaire commissie van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek per e-mail werd geraadpleegd over het functieprofiel en het ontwerp van oproep tot kandidaturen met het oog op de tijdelijke aanstelling in de directiefunctie van de basisschool nr. 1; Overwegende dat, overeenkomstig de bepalingen van artikel 57 van het voormelde decreet van 2 februari 2007: “Niemand kan tot de stage in de functie van directeur worden toegelaten indien hij op het ogenblik van de toelating niet voldoet aan de volgende voorwaarden: 1° houder zijn van een diploma van minstens bachelorniveau; 2° houder zijn van één van de pedagogische titels vermeld in artikel 100; 3° een dienstanciënniteit hebben van 3 jaar in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs; 4° gereageerd hebben op de oproep tot kandidaturen bedoeld in artikel 56.”

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot een tijdelijke aanstelling in de bevorderingsfunctie van directeur van de gemeentelijke basisschool nr. 1 en in dit kader het functieprofiel vast te stellen en een oproep tot kandidaturen te lanceren;

BESLIST:

Artikel 1:

Het functieprofiel van directeur/directrice van de gemeentelijke basisschool nr. 1 “La Rose des Vents”, zoals opgenomen in de bijlage bij deze beslissing, vast te stellen.

Artikel 2:

De oproep tot kandidaturen te lanceren zoals voorgeschreven in artikel 56, § 2 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs in het onderwijs, met het oog op de tijdelijke aanstelling in de directiefunctie van de gemeentelijke basisschool nr. 1, met naleving van de vormen voorgeschreven door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 2019 tot vaststelling van de modellen van oproep tot kandidaturen.

Artikel 3:

De oproep tot kandidaturen open te stellen voor iedere persoon die voldoet aan de toegangsvoorwaarden tot de functie, met inbegrip van personen die geen functie uitoefenen in het door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek georganiseerd onderwijs.

Artikel 4:

Bij wijze van uitzondering, in afwijking van artikel 2, § 1, 3° van het reglement betreffende de selectieprocedure, de directies van de onderwijsinstellingen toe te laten de oproep tot kandidaturen per e-mail te verspreiden onder personeelsleden die niet in actieve dienst zijn of die niet bereikt konden worden via het communicatieschrift, op voorwaarde dat de geadresseerde de ontvangst bevestigt.

Deze beslissing zal ter kennis worden gebracht van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd voor de Plaatselijke Besturen, binnen de vormen en termijnen voorzien in artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.05.2026/A/0003 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Service Extrascolaire - Projet d'Accueil des Centres de Vacances.

LE CONSEIL,

Considérant des Centres de Vacances organisés par la Commune de Molenbeek ;
Considérant que ceux-ci doivent être agréés par l'ONE comme « Centre de Vacances » (article 7 à 9 du Décret du 17 mai 1999 et articles 2 à 9 du 17 mars 2004 tel que modifiés) ;
Considérant qu'il y a lieu de renouveler cet agrément tous les 3 ans en revoyant le Projet d'Accueil regroupant un Projet Pédagogique (qui met en lien les valeurs et convictions pédagogiques des Centres de Vacances) et un Règlement d'Ordre Intérieur (qui détermine les modalités pratiques du fonctionnement du Centre de Vacances) ;
Considérant que la demande de renouvellement de l'agrément a été introduite le 15/01/2026 auprès de l'ONE et que celui-ci a décidé d'accorder l'agrément au titre de « Centre de Vacances » reconnu par la Fédération Wallonie Bruxelles à la Commune de Molenbeek pour une période de 3 ans, prenant cours à la date du 15/04/26 ;

DECIDE

Article unique

D'approuver le Projet d'Accueil des Centres de Vacances de Molenbeek regroupant le Projet Pédagogique et le Règlement d'Ordre Intérieur.

Le Conseil approuve le point.
30 votants : 30 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Service Extrascolaire - Ontvangstproject van « Centres de Vacances.

DE RAAD,

Overwegende de « Centres de Vacances » georganiseerd door de gemeente Molenbeek;
Overwegende dat deze erkend moeten worden door het ONE als « Centres de Vacances » (artikelen 7 tot 9 van het Besluit van 17 mei 1999 en artikelen 2 tot 9 van 17 maart 2004 zoals gewijzigd);

Overwegende dat deze erkenning om de 3 jaar moet worden vernieuwd door het Herzien van het Ontvangstproject dat een Pedagogisch Project bevat (dat de waarden en pedagogische overtuigingen van de « Centres de Vacances » in verband brengt) en een Huishoudelijk Reglement (dat de praktische modaliteiten van de werking van het « Centre de Vacances » bepaalt);

Overwegende dat het verzoek tot vernieuwing van de erkenning op 15/01/2026 bij het ONE werd ingediend en dat het ONE heeft besloten de erkenning als « Centres de Vacances » erkend door de Fédération Wallonie Bruxelles toe te kennen aan de gemeente Molenbeek voor een periode van 3 jaar, ingaande op 15/04/26.

BESLUIT

Enig artikel

Het goedkeuren van het Ontvangstproject van de « Centres de Vacances » van Molenbeek, dat het Pedagogisch Project en het Huishoudelijk Reglement omvat.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Olivier Mahy entre en séance / treedt in zitting.

20.05.2026/A/0004

Département des Ressources Humaines
RH - Règlement de travail - Annexe relative à la mise à disposition de matériel informatique et/ou GSM - Usage exclusivement professionnel.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du conseil communal portant sur le statut administratif et pécuniaire ;

Vu le règlement de travail du personnel communal

Vu la législation fiscale relative aux avantages de toute nature ;

Vu la législation sociale applicable (ONSS) ;

Vu le Règlement général sur la protection des données

Considérant que certaines fonctions nécessitent un PC portable, un GSM ou une tablette afin d'assurer la continuité et la qualité du service public ;

Considérant que la mise à disposition d'un tel matériel peut constituer un avantage de toute nature si un usage privé est autorisé ;

Considérant qu'il est nécessaire d'encadrer formellement cette mise à disposition pour prévenir toute requalification fiscale ou sociale ;

DÉCIDE

De compléter le règlement de travail avec l'annexe suivante :

Article 1 – Principe

La mise à disposition de matériel informatique et/ou de télécommunication au personnel communal est autorisée uniquement lorsqu'elle est justifiée par les nécessités de service

Article 2 – Usage

Le matériel est destiné exclusivement à un usage professionnel

Tout usage privé est strictement interdit

Article 3 – Convention individuelle (voi ci-joint)

Chaque membre du personnel devra signer une convention individuelle précisant :

- Identification du matériel ;
- Interdiction d'usage privé;
- Modalités de contrôle dans le respect du RGPD
- Conditions de restitution

Article 4 – Suivi administratif

Le Service RH, en collaboration avec le service informatique, est chargé de conserver les conventions, tenir l'inventaire du matériel et suivre les changements de fonction ou de cessation de service

Article 5 – Régularisation en cas de non-respect

En cas d'usage privé, l'Administration pourra procéder aux régularisations fiscales et sociales nécessaires

Article 6 – Entrée en vigueur

La présente décision entre en vigueur à la date de son adoption

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Departement Human Resources

HR - Arbeidsreglement - Bijlage betreffende het terbeschikkingstelling van informaticamateriaal en/of GSM - Uitsluitend professioneel gebruik.

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien het Besluit van de gemeenteraad betreffende het administratief en geldelijk statuut van het gemeentepersoneel;

Gezien het arbeidsreglement van het gemeentepersoneel.

gezien de fiscale wetgeving betreffende voordelen van alle aard;

Gezien de toepasselijke sociale wetgeving (RSZ);

Gezien de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG).

Overwegende dat bepaalde functies een laptop, gsm of tablet nodig hebben om de continuïteit en kwaliteit van de openbare dienstverlening te garanderen;

Overwegende dat het ter beschikking stellen van dergelijk materiaal een voordeel van alle aard kan vormen indien privégebruik is toegestaan ;

Overwegende dat het is noodzakelijk dit ter beschikking stellen formeel te kaderen om herkwalificatie fiscaal of sociaal te voorkomen ;

BESLUIT

Het arbeidsreglement te vervolledigen met volgende bijlage :

Artikel 1 – Principe

Het ter beschikking stellen van informaticamateriaal en/of telecommunicatie aan het gemeentepersoneel is alleen toegestaan indien gerechtvaardigd door de dienstbehoeften.

Artikel 2 – Gebruik

Het materiaal is uitsluitend bestemd voor professioneel gebruik.Privégebruik is strikt

verboden.

Artikel 3 – Individuele overeenkomst

Elke personeelslid moet een individuele overeenkomst ondertekenen die bepaalt :

- Identificatie van het materiaal;
- Verbod op privégebruik;
- Controlemodaliteiten conform AVG;
- Terugbetalingsvoorwaarden

Artikel 4 – Administratieve opvolging

De HR-dienst is verantwoordelijk, in samenwerking met de informaticadienst, voor het bewaren van de overeenkomsten, het bijhouden van het materiaalinventaris en het opvolgen van functiewijzigingen of beëindiging van dienst.

Artikel 5 – Regularisatie bij niet-naleving

Bij privégebruik kan de administratie de nodige fiscale en sociale regularisaties uitvoeren.

Artikel 6 – Inwerkingtreding

Deze beslissing treedt in werking op de datum van goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

20.05.2026/A/0005

Département des Ressources Humaines

RH - Règlement de travail - Complément - Droit à la déconnexion.

LE CONSEIL,

Vu la loi sur le droit à la déconnexion ;

Considérant que cette loi cible en premier lieu les employeurs du secteur privé avec au moins 20 employés ;

Considérant néanmoins que le principe général s'inscrit aussi dans un contexte plus large ;

Considérant que dans la fonction publique fédérale le droit à la déconnexion a été formalisé par un arrêté royal ;

Considérant que, même si aucune loi spécifique n'impose directement aux administrations locales de modifier leur règlement intérieur pour ce droit, le principe s'inscrit dans les obligations générales en matière de bien-être au travail (prévention du stress, respect des temps de repos, etc.), qui s'appliquent aussi aux collectivités publiques ;

Considérant que l'un des objectifs principaux du droit à la déconnexion est de préserver la vie privée, les temps de repos et les congés des travailleurs surtout à l'ère du numérique où les messages et courriels peuvent arriver à toute heure ;

Considérant que l'envoi régulier de messages ou d'appels en dehors des heures de travail est associé à un risque accru de stress, surcharge mentale et burn-out ;

Considérant que le droit à la déconnexion contribue à limiter ces risques en instaurant des règles claires pour tous ;

Considérant que l'intégrer ce droit dans le règlement de travail permet de :

- définir quand et comment les salariés ne doivent pas être contactés ;
- préciser les exceptions (urgences, fonctions critiques, etc.) ;
- instaurer des mesures de sensibilisation à l'usage raisonnable des outils numériques.

Considérant que cela aidera à éviter les malentendus et les éventuelles attentes irréalistes ;

Considérant que, mettre en place des règles claires autour de la déconnexion peut :

- renforcer la satisfaction au travail ;
- attirer ou retenir des talents sensibles à l'équilibre entre vie pro et perso ;
- encourager des pratiques de travail plus saines.

DECIDE

Article unique

De compléter le règlement du travail avec l'annexe suivante :

Annexe 17 – Droit à la déconnexion

1.champ d'application

Les dispositions s'appliquent à :

- l'ensemble du personnel communal (statutaire et contractuel),
- tous les services et niveaux hiérarchiques,
- tous les outils numériques professionnels (e-mails, téléphones, messageries, plateformes).

2. Principe général

La Commune garantit à chaque membre du personnel le droit à la déconnexion, y compris dans le cadre du télétravail structurel, afin d'assurer le respect des temps de repos, des congés, de la vie privée et de l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle.

Le télétravail n'implique aucune disponibilité permanente.

3. Temps de travail et plages de disponibilité

L'agent en télétravail reste également soumis à son horaire normal de travail tel que fixé par son régime horaire ou par accord individuel.

En dehors des plages horaires prévues :

- l'agent n'est pas tenu de consulter ses courriels ni ses outils professionnels ;
- il n'est pas tenu de répondre aux appels ou messages professionnels ;
- aucune conséquence défavorable ne peut découler d'une absence de réponse.
- les messages reçus hors horaires sont réputés pouvoir être traités au prochain temps de travail

4. Communications électroniques

Afin de garantir l'effectivité du droit à la déconnexion :

- Les communications envoyées en dehors des heures normales de travail ne requièrent pas de réponse immédiate.
- Les membres du personnel et les responsables hiérarchiques sont invités à utiliser, lorsque cela est possible, la fonction d'envoi différé des courriels.
- Le caractère urgent d'une demande doit être explicitement mentionné et rester exceptionnel.

5 . Périodes protégées

Sont considérées comme périodes protégées :

- en dehors de l'horaire individuel ou collectif,
- soirées, week-ends,
- jours fériés,
- congés, absences autorisées et périodes de maladie.

Ces périodes doivent être respectées dans l'organisation du travail et la communication interne.

6. Exceptions – Urgences et astreintes

.Des dérogations sont admises uniquement dans les cas suivants :

- astreinte formellement organisée,
- fonctions nécessitant une disponibilité spécifique clairement définie,
- situations exceptionnelles liées à la sécurité, à la continuité du service public ou à une urgence réelle.

Ces exceptions doivent être :

- limitées,
- proportionnées,
- connues à l'avance par les agents concernés.

7. Charge de travail et prévention des risques psychosociaux

La hiérarchie veille également à ce que le télétravail n'entraîne pas une extension implicite du temps de travail. La charge de travail doit être compatible avec le régime horaire applicable.

Toute difficulté liée à l'hyperconnexion, à la surcharge numérique ou à l'isolement peut être signalée au supérieur hiérarchique, au service RH ou au conseiller en prévention aspects psychosociaux.

8. Responsabilité de la ligne hiérarchique

Les responsables hiérarchiques adoptent un comportement exemplaire en matière de respect du droit à la déconnexion et veillent à instaurer une culture organisationnelle compatible avec celui-ci.

Ils veillent à :

- limiter les communications aux heures de travail,
- utiliser l'envoi différé lorsque cela est possible,
- éviter toute formulation générant une pression implicite ou un sentiment d'urgence injustifié,

Le respect du droit à la déconnexion fait partie intégrante des bonnes pratiques de management communal.

9. Rôle du service RH

Le service RH :

- assure la diffusion de la présente annexe,
- accompagne les responsables hiérarchiques dans sa mise en œuvre,
- peut être saisi en cas de difficultés ou de non-respect répété.

10. Suivi

L'application de la directive peut être :

- évaluée dans le cadre du dialogue social,
- ajustée en fonction des réalités de terrain et des retours des services.

11. Entrée en vigueur

Les présentes dispositions entrent en vigueur à compter de son approbation par la tutelle et est annexée aux règlement de travail

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Departement Human Resources

HR - Arbeidsreglement - Aanvulling - Recht op ontkoppeling.

DE RAAD,

Gezien de wet op het recht om offline te zijn;

Overwegende dat deze wet in de eerste plaats gericht is op werkgevers in de

privésector met ten minste 20 werknemers;

Overwegende dat het algemene principe echter ook in een bredere context past;

Overwegende dat in de federale overheidsdienst het recht om offline te zijn bij koninklijk besluit is vastgelegd;

Overwegende dat, hoewel er geen specifieke wet is die lokale overheden rechtstreeks verplicht hun interne reglementering aan te passen voor dit recht, het principe past in de algemene verplichtingen op het gebied van welzijn op het werk (preventie van stress, naleving van rusttijden, enz.), die ook van toepassing zijn op openbare instanties;

Overwegende dat een van de belangrijkste doelstellingen van het recht op deconnectie het behoud van het privéleven, de rusttijden en het verlof van werknemers is, vooral in het digitale tijdperk waarin berichten en e-mails op elk moment kunnen binnenkomen;

Overwegende dat het regelmatig versturen van berichten of bellen buiten de werkuren gepaard gaat met een verhoogd risico op stress, mentale overbelasting en burn-out;

Overwegende dat het recht op offline zijn bijdraagt tot het beperken van deze risico's door duidelijke regels voor iedereen in te voeren;

Overwegende dat het opnemen van dit recht in het arbeidsreglement het volgende mogelijk maakt:

- bepalen wanneer en hoe werknemers niet mogen worden gecontacteerd;
- uitzonderingen specificeren (noodsituaties, kritieke functies, enz.);
- maatregelen invoeren om het bewustzijn rond redelijk gebruik van digitale hulpmiddelen te vergroten. Overwegende dat dit zal helpen om misverstanden en mogelijk onrealistische verwachtingen te voorkomen;

Overwegende dat het instellen van duidelijke regels rond het offline zijn:

- de tevredenheid op het werk kan vergroten;
- talent kan aantrekken of behouden dat gevoelig is voor het evenwicht tussen werk en privéleven;
- gezondere werkpraktijken kan aanmoedigen.

BESLUIT

Enig artikel

Het arbeidsreglement aan te vullen met de volgende bijlage:

Bijlage 17 – Recht op ontkoppeling

1. Toepassingsgebied

De bepalingen zijn van toepassing op:

- alle gemeentepersoneel (statutair en contractueel),
- alle diensten en hiërarchische niveaus,
- alle professionele digitale hulpmiddelen (e-mails, telefoons, berichten, platforms).

2. Algemeen beginsel

De gemeente garandeert elk personeelslid het recht om offline te zijn, ook in het kader van structureel telewerken, om de naleving van rusttijden, vakanties, privacy en het evenwicht tussen werk en privéleven te waarborgen.

Telewerken houdt geen permanente beschikbaarheid in.

3. Werktijd en beschikbaarheidstijden

Ook de telewerker blijft onderworpen aan zijn normale werktijd zoals vastgelegd in zijn werktijdregeling of in een individuele overeenkomst.

Buiten de vastgestelde uren:

- is de werknemer niet verplicht zijn e-mails of professionele hulpmiddelen te raadplegen;
- is hij niet verplicht te reageren op professionele telefoontjes of berichten;
- kan het niet reageren geen nadelige gevolgen hebben.
- worden berichten die buiten de werktijden worden ontvangen, geacht te kunnen worden behandeld tijdens de volgende werktijd.

4. Elektronische communicatie

Om het recht op offline zijn effectief te garanderen:

- Berichten die buiten de normale werkuren worden verzonden, vereisen geen onmiddellijk antwoord.
- Medewerkers en leidinggevendenden worden verzocht om, indien mogelijk, gebruik te maken van de functie voor het uitstellen van e-mails.
- Het urgente karakter van een verzoek moet expliciet worden vermeld en mag slechts uitzonderlijk voorkomen.

5 . Beschermde periodes

Als beschermde periodes worden beschouwd:

- buiten de individuele of collectieve werktijden,
- avonden, weekends,
- feestdagen,
- vakanties, toegestane afwezigheden en ziekteperiodes.

Deze periodes moeten worden gerespecteerd bij de organisatie van het werk en de interne communicatie.

6. Uitzonderingen – Noodsituaties en wachtdiensten

.Afwijkingen zijn alleen toegestaan in de volgende gevallen:

- formeel georganiseerde wachtdiensten,
- functies die een duidelijk omschreven specifieke beschikbaarheid vereisen,
- uitzonderlijke situaties in verband met de veiligheid, de continuïteit van de openbare dienst of een reële noodsituatie.

Deze uitzonderingen moeten:

- beperkt zijn,
- evenredig zijn,
- vooraf bekend zijn bij de betrokken personeelsleden.

7. Werkdruk en preventie van psychosociale risico's

De hiërarchie ziet er ook op toe dat telewerken niet leidt tot een impliciete verlenging van de arbeidstijd.

De werkdruk moet verenigbaar zijn met het geldende uurrooster. Alle problemen in verband met hyperconnectiviteit, digitale overbelasting of isolatie kunnen worden gemeld aan de hiërarchische meerdere, de HR-dienst of de preventieadviseur voor psychosociale aspecten.

8. Verantwoordelijkheid van de hiërarchische lijn

De hiërarchische verantwoordelijken gedragen zich voorbeeldig wat betreft het respecteren van het recht op deconnectie en zorgen voor een organisatiecultuur die daarmee verenigbaar is.

Zij zorgen ervoor dat:

- communicatie wordt beperkt tot de werkuren,
- waar mogelijk gebruik wordt gemaakt van uitgestelde verzending,
- formuleringen worden vermeden die impliciete druk of een ongerechtvaardigd gevoel van urgentie opwekken.

Het respecteren van het recht om offline te zijn maakt integraal deel uit van goede gemeentelijke managementpraktijken.

9. Rol van de HR-dienst

De HR-dienst:

- zorgt voor de verspreiding van deze bijlage,
- begeleidt de hiërarchische verantwoordelijken bij de uitvoering ervan
- kan worden ingeschakeld in geval van moeilijkheden of herhaaldelijke niet-naleving.

10. Opvolging

De toepassing van de richtlijn kan:

- worden geëvalueerd in het kader van de sociale dialoog,
- worden aangepast aan de realiteit op het terrein en aan de feedback van de

diensten.

11. Inwerkingtreding

Deze bepalingen treden in werking vanaf de goedkeuring door de toezichhoudende instantie en worden als bijlage bij het arbeidsreglement gevoegd.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Catherine Moureaux quitte la séance / verlaat de zitting.

Yassine Akki quitte la séance / verlaat de zitting.

Rachid Ben Salah quitte la séance / verlaat de zitting.

Cloë Machuelle quitte la séance / verlaat de zitting.

Arno Vervaet quitte la séance / verlaat de zitting.

20.05.2026/A/0006

Département des Ressources Humaines

RH - Règlement de travail - Ajout - Contact avec le membre du personnel en incapacité de travail.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 3 juillet 1978 (principalement les articles 31, 31/1 et 34) concernant les contrats de travail ;

Vu la législation anti-discrimination encourageant la mise en oeuvre d'une politique de retour au travail ;

Vu l'article 31 de la loi du 18 décembre 2025 exécutant une politique renforcée de retour au travail en cas d'incapacité de travail, modifiant l'article 6, §1^{er} de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, modifié en dernier lieu par la loi du 17 juillet 2023 ;

Considérant que l'article I.4-71/2 du Code du bien-être au travail impose aux employeurs de définir une procédure formelle pour maintenir le contact avec les membres du prsonnel en incapacité de travail;

Considérant que cette procédure doit préciser au minimum la personne chargée du contact et la fréquence des échanges pour favoriser la réintégration ;

Considérant que les points clés de la procédure à insérer dans le règlement de travail sont les suivants :

- **Objectif :**

- préserver le lien entre l'administration et le membre du personnel ;
- informer le membre du personnel de ses droits et possibilités en matière de reprise du travail
- faciliter et préparer, le cas échéant, un retour au travail progressif ou adapté.

- **Contenu obligatoire :** Définir qui contacte le membre du personnel et à quelle fréquence.

- **Contexte :** Renforcement de la politique de retour au travail et des mesures de réintégration.

Considérant que cette obligation s'inscrit dans le cadre plus large du maintien du lien social et de la préparation de la reprise du travail en cas d'incapacité ;

Considérant qu'elle n'a en aucun cas pour objet de vérifier le bien-fondé de l'absence du membre du personnel pour raisons de santé ;

Considérant la nécessité d'adapter le règlement de travail aux dispositions légales ;

Décide :

De compléter l'annexe 2 du règlement de travail comme suit :

Article 34bis

Procédure de prise de contact avec les membres du personnel en incapacité de travail

(Article I.4-71/2 du Code du bien-être au travail)

1. Objet

La présente procédure a pour objet d'organiser la prise de contact avec les membres du personnel en incapacité de travail, afin de :

- maintenir un lien régulier et respectueux entre l'administration communale et le membre du personnel absent ;
- informer le membre du personnel de ses droits et des possibilités existantes en matière de reprise du travail ;
- favoriser, lorsque cela est possible, une reprise du travail progressive, adaptée ou réintégrée.

Cette démarche s'inscrit dans une approche de prévention, de bien-être au travail et de gestion responsable de l'absentéisme.

Elle ne vise en aucun cas à contrôler l'état de santé du membre du personnel.

2. Champ d'application

La présente procédure s'applique à tout membre du personnel statutaire ou contractuel de l'administration communale se trouvant en incapacité de travail pour une période continue d'au moins 4 semaines

3. Acteurs et responsabilités

3.1 Personnes chargées de la prise de contact

La prise de contact avec le membre du personnel en incapacité de travail est assurée par :

- **le service des ressources humaines,**

selon les modalités internes de l'administration.

Les coordonnées des personnes de contact sont communiquées au membre du personnel.

3.2 Rôle du conseiller en prévention – médecin du travail

Le conseiller en prévention-médecin du travail du service interne ou externe de prévention et de protection au travail peut être sollicité afin d'informer le membre du personnel sur :

- la visite de pré-reprise ;
- le trajet de réintégration ;
- les possibilités d'adaptation du poste ou de reprise progressive du travail.

4. Moment et fréquence des contacts

Un premier contact est établi à partir de 4 semaines d'incapacité de travail. Il se fait à titre informatif par courrier et/ou par mail.

Des contacts ultérieurs peuvent être pris **tous les 2 mois**, en fonction de l'évolution de la situation et dans le respect du principe de proportionnalité.

La fréquence des contacts est adaptée afin de ne pas porter atteinte à la vie privée du membre du personnel

5. Modalités de la prise de contact

La prise de contact peut être effectuée par :

- téléphone ;
- courrier électronique ;
- courrier écrit ;

- tout autre moyen approprié.

À la demande du membre du personnel, les échanges peuvent être adaptés quant à leur forme ou leur fréquence.

6. Contenu de la prise de contact

La prise de contact peut notamment porter sur :

- le maintien du lien avec l'administration communale ;
- des informations générales relatives :
 - aux droits et obligations de l'agent en incapacité de travail ;
 - à la visite de pré-reprise auprès du médecin du travail ;
 - au trajet de réintégration ;
 - aux mesures d'aménagement du travail ou de reprise progressive ;
- les coordonnées du RH ou de la personne souhaitée par l'agent.

Aucune information médicale n'est demandée ni consignée.

7. Suivi administratif et confidentialité

Les contacts peuvent faire l'objet d'un encodage administratif succinct (date et mode de contact), sans mention de données médicales.

Ces informations sont traitées de manière confidentielle et conformément à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel.

8. Concertation et information

Elle est soumise pour concertation :

- au Comité pour la prévention et la protection au travail (CPPT) ;
- aux instances de concertation syndicale compétentes.

La présente procédure est communiquée aux membres du personnel.

9. Entrée en vigueur

La présente procédure entre en vigueur dès son approbation par les autorités de tutelle et est intégrée au règlement de travail de l'administration communale.

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 21 votes positifs, 5 votes négatifs.

Departement Human Resources

HR - Arbeidsreglement - Aanpassing - Contact met het arbeidsongeschikt personeelslid.

DE RAAD,

Gezien de wet van 3 juli 1978 (voornamelijk de artikelen 31, 31/1 en 34) betreffende arbeidsovereenkomsten;

Gezien de antidiscriminatiewetgeving die de uitvoering van een beleid voor terugkeer naar het werk aanmoedigt;

Gezien artikel 31 van de wet van 18 december 2025 tot uitvoering van een versterkt beleid voor terugkeer naar het werk in geval van arbeidsongeschiktheid, tot wijziging van artikel 6, §1, van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 17 juli 2023;

Overwegende dat artikel I.4-71/2 van het Wetboek van welzijn op het werk werkgevers verplicht een formele procedure vast te stellen om contact te houden met personeelsleden die arbeidsongeschikt zijn;

Overwegende dat deze procedure ten minste moet vermelden wie verantwoordelijk is voor het contact en hoe vaak er contact moet worden opgenomen om de re-integratie te bevorderen;

Overwegende dat de belangrijkste punten van de procedure die in het arbeidsreglement moeten worden opgenomen, de volgende zijn:

- Doel: -de band tussen de administratie en het personeelslid in stand houden;
-het personeelslid informeren over zijn rechten en mogelijkheden met betrekking tot de hervatting van het werk
-indien nodig een geleidelijke of aangepaste terugkeer naar het werk vergemakkelijken en voorbereiden.
- Verplichte inhoud: Bepalen wie contact opneemt met het personeelslid en hoe vaak.
- Context: Versterking van het beleid inzake terugkeer naar het werk en re-integratiemaatregelen.

Gezien de noodzaak om het arbeidsreglement aan te passen aan de wettelijke bepalingen;

Besluit:

Bijlage 2 van het arbeidsreglement als volgt aan te vullen:

Artikel 34bis

Procedure voor het opnemen van contact met gemeentepersoneel dat arbeidsongeschikt is

(Artikel 1.4-71/2 van het Wetboek van welzijn op het werk)

1. Doel

Deze procedure heeft tot doel het contact met arbeidsongeschikte personeelsleden te organiseren om:

- een regelmatig en respectvol contact tussen het gemeentebestuur en het afwezig personeelslid te onderhouden;
- het personeelslid te informeren over zijn rechten en de bestaande mogelijkheden om weer aan het werk te gaan;
- waar mogelijk een geleidelijke, aangepaste of gereïntegreerde terugkeer naar het werk te bevorderen.

Deze aanpak kadert in een beleid van preventie, welzijn op het werk en verantwoord beheer van het ziekteverzuim.

Het is geenszins de bedoeling om de gezondheidstoestand van het personeelslid te controleren.

2. Toepassingsgebied

Deze procedure is van toepassing op alle statutaire of contractuele personeelsleden van het gemeentebestuur die gedurende een ononderbroken periode van ten minste 4 weken arbeidsongeschikt zijn.

3. Actoren en verantwoordelijkheden

3.1 Personen belast met het leggen van contact

Het contact met het arbeidsongeschikt personeelslid wordt gelegd door:

- de dienst Human Resources,

volgens de interne modaliteiten van het bestuur.

De contactgegevens van de contactpersonen aan het personeelslid meegedeeld.

3.2 Rol van de preventieadviseur – arbeidsgeneeskundige dienst

De preventieadviseur-arbeidsgeneeskundige van de interne of externe dienst voor preventie en bescherming op het werk kan worden ingeschakeld om het personeelslid te informeren over:

- het bezoek vóór de hervatting van het werk;
- het re-integratietraject;
- de mogelijkheden om de functie aan te passen of het werk geleidelijk te hervatten.

4. Tijdstip en frequentie van de contacten

Een eerste contact wordt gelegd vanaf 4 weken arbeidsongeschiktheid. Het is een informatief contact per mail en/of per brief.

Verdere contacten kunnen om de 2 maanden worden gelegd, afhankelijk van de

evolutive van de situatie en met inachtneming van het evenredigheidsbeginsel.

De frequentie van de contacten wordt aangepast om het privéleven van het personeelslid niet te schaden.

5. Wijze van contactopname

Het contact kan worden gelegd via:

- telefoon;
- e-mail;
- schriftelijke brief;
- elk ander geschikt middel.

Op verzoek van het personeelslid kan de vorm of frequentie van de contacten worden aangepast.

6. Inhoud van het contact

Het contact kan met name betrekking hebben op:

- het onderhouden van de band met het gemeentebestuur;
- algemene informatie over:
 - o de rechten en plichten van het arbeidsongeschikt personeelslid;
 - o het bezoek aan de arbeidsgeneeskundige voorafgaand aan de herintreding;
 - o het re-integratietraject;
 - o maatregelen voor aanpassing van het werk of geleidelijke herintreding;

- de contactgegevens van de dienst RH of van de persoon gewenst door de agent.

Er wordt geen medische informatie gevraagd of geregistreerd.

7. Administratieve opvolging en vertrouwelijkheid

De contacten kunnen worden vastgelegd in een beknopt administratief dossier (datum en wijze van contact), zonder vermelding van medische gegevens. Deze informatie wordt vertrouwelijk behandeld en in overeenstemming met de regelgeving inzake de bescherming van persoonsgegevens.

8. Overleg en informatie

Ze wordt ter overleg voorgelegd aan:

- het Comité voor preventie en bescherming op het werk (CPBW);
- de bevoegde vakbondsinstanties.

Deze procedure wordt meegedeeld aan de personeelsleden.

9. Inwerkingtreding

Deze procedure treedt in werking zodra zij door de toezichthoudende autoriteiten is goedgekeurd en wordt opgenomen in het arbeidsreglement van het gemeentebestuur.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 21 positieve stemmen, 5 negatieve stemmen.

Rachid Ben Salah entre en séance / treedt in zitting.

Cloë Machuelle entre en séance / treedt in zitting.

Arno Vervaet entre en séance / treedt in zitting.

20.05.2026/A/0007

Département des Ressources Humaines

RH - Règlement de travail - Régime de congé - Application d'un régime unique.

LE CONSEIL,

Considérant que le règlement de travail dans son article 4 stipule que l e congé annuel de vacances est déterminé sur base de l'année en cours et non sur base de l'année précédente ;

Considérant que l'article 1 § 4 stipule que les agent.e.s sous contrat de remplacement et les ACS entrés depuis le 01.01.2017 sont soumis à un régime distinct en ce qui concerne le congé annuel de vacances ;
Considérant que leur congé est calculé comme dans le privé sur base de prestations de l'année précédente ;
Considérant que deux régimes de congé sont donc d'application ;
Considérant que le régime des A.C.S a été supprimé ;
Considérant qu'un seul régime :
Facilite la gestion des ressources humaines
Réduit les risques d'erreur
Simplifie le suivi des droits et des soldes de congés
Limite les conflits liés à l'interprétation des règles ;
Considérant qu'il serait préférable d'appliquer un régime de congé unique afin de garantir l'égalité, la transparence et la stabilité sociale ;
Considérant le point a été soumis à la négociation syndicale;

DECIDE

Article unique

De supprimer, après approbation par le conseil, le paragraphe §4 de l'article 1 de l'annexe 2 du règlement de travail stipulant que les agent.e.s sous contrat de remplacement et les ACS entrés depuis le 01.01.2017 sont soumis à un régime distinct en ce qui concerne le congé annuel de vacances ;

Le Conseil approuve le point.
29 votants : 29 votes positifs.

Departement Human Resources

HR - Arbeidsreglement - Verlofregeling - Toepassen van een uniforme regeling.

DE RAAD,

Overwegende dat artikel 4 van het arbeidsreglement bepaalt dat het jaarlijks vakantieverlof wordt bepaald op basis van het lopende jaar en niet op basis van het voorgaande jaar;
Overwegende dat artikel 1, § 4 bepaalt dat vervangende personeelsleden en GESCO-personeelsleden die sinds 01.01.2017 in dienst zijn getreden, onderworpen zijn aan een afzonderlijke regeling met betrekking tot de jaarlijkse vakantie;
Overwegende dat hun vakantie wordt berekend zoals in de privésector, op basis van de prestaties van het voorgaande jaar;
Overwegende dat er dus twee verlofregelingen van toepassing zijn;
Overwegende dat de GESCO-regeling is afgeschaft;
Overwegende dat één enkele verlofregeling:

- het personeelsbeheer vergemakkelijkt;
- het risico op fouten vermindert;
- de opvolging van verlofrechten en -saldi vereenvoudigt;
- conflicten in verband met de interpretatie van de regels beperkt;

Overwegende dat het beter zou zijn om één enkel verlofsysteem toe te passen om gelijkheid, transparantie en sociale stabiliteit te waarborgen;
Overwegende dat dit punt werd voorgelegd aan de vakbondsonderhandelingen;

BESLUIT

Enig artikel

Na goedkeuring door de raad, §4 van artikel 1 van bijlage 2 van het arbeidsreglement te schrappen, waarin wordt bepaald dat personeelsleden met een vervangingscontract en

ACS-personeelsleden die sinds 1 januari 2017 in dienst zijn getreden, onderworpen zijn aan een afzonderlijke regeling met betrekking tot de jaarlijkse vakantie;

De Raad keurt het punt goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Wafa Chelh quitte la séance / verlaat de zitting.

20.05.2026/A/0008 **Département des Ressources Humaines**
RH - Règlement sur le télétravail - Modification.

LE CONSEIL,

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en date du 3 mai 2012, relatif au télétravail ;
Considérant la nécessité, pour l'Administration, de progresser sur ses modes de travail ;
Considérant qu'un télétravail avait été implémenté en urgence dès les débuts de la crise sanitaire afin de répondre à l'impératif de protection de nos agents ;
Vu la décision du conseil communal du 26/01/2022 par laquelle il adapte le règlement de travail en le complétant avec les dispositions relatives au télétravail ;
Considérant que les modifications apportées par le service juridique et le Data Protection Officer n'avaient pas été prises en considération ;
Considérant qu'il est nécessaire de renforcer les mesures de sécurité pour protéger les informations sensibles ;
Considérant que le règlement doit être adapté afin qu'il soit conforme aux différentes dispositions légales (Règlement Général sur la Protection des Données,..) ;
Considérant qu'il est nécessaire de réviser les dispositions du règlement sur le télétravail afin de permettre d'harmoniser les attentes, d'améliorer l'efficacité organisationnelle tout en garantissant le bien-être des membres du personnel ;
Considérant que l'administration n'a pas encore mis en place un système permettant de réceptionner les appels téléphoniques via le pc ;
Considérant que les modifications suivantes du règlement sont proposées par les membres du Codir :

- interdiction de faire du télétravail deux jours ouvrables consécutifs ;
- 3 jours de présence au bureau par semaine et ce pour chaque agent ;
- 50% d'agents du service doivent être présents, chaque jour, toutes absences confondues ;
- les données à caractère confidentiel ne peuvent pas être transportées ;
- l'agent doit répondre au téléphone comme au bureau, sinon pas de télétravail ;
- introduction de la demande d'un jour de télétravail via eRH et validation par le responsable hiérarchique ;
- pas autoriser le télétravail au lendemain d'une période de maladie ou de vacances ;

Considérant que les facteurs suivants font que le télétravail peut être moins pratique voir impossible pour un responsable d'équipe opérationnelle de terrain :

- le travail d'une équipe opérationnelle de terrain implique souvent des interactions directes qui nécessitent une présence sur place ;
- les situations sur le terrain peuvent exiger des décisions rapides et une communication immédiate, ce qui est plus efficace lorsqu'on est physiquement présent ;
- la présence est cruciale pour superviser les opérations ; coordonner les activités et fournir un soutien direct à son équipe ;

Considérant que le N+1 de ces services ne pourront que faire max 2j/mois de télétravail ;
Vu la concertation syndicale ;

Considérant que la modification du règlement permettra également un monitoring correct des présences du personnel;

DECIDE :

Article unique :

De modifier le règlement sur le télétravail et de l'adapter comme le texte repris sur le document en annexe.

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 18 votes positifs, 5 votes négatifs, 5 abstentions.

Departement Human Ressources
HR - Reglement op telewerk - Wijziging.

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 mei 2012 betreffende telewerken;

Overwegende dat het voor de administratie noodzakelijk is om vooruitgang te boeken op het vlak van haar werkmethoden;

Overwegende dat telewerken bij het uitbreken van de gezondheids crisis met spoed werd ingevoerd om te voldoen aan de noodzaak om onze medewerkers te beschermen;

Gezien het besluit van de gemeenteraad van 26/01/2022 waarbij het arbeidsreglement wordt aangepast door het aan te vullen met bepalingen inzake telewerken;

Overwegende dat de wijzigingen die door de juridische dienst en de Data Protection Officer zijn aangebracht, niet in aanmerking werden genomen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de veiligheidsmaatregelen te versterken om gevoelige informatie te beschermen;

Overwegende dat de regeling moet worden aangepast om in overeenstemming te zijn met de verschillende wettelijke bepalingen (Algemene Verordening Gegevensbescherming, enz.);

Overwegende dat het noodzakelijk is om de bepalingen van de regeling inzake telewerken te herzien om de verwachtingen te harmoniseren, de organisatorische efficiëntie te verbeteren en tegelijkertijd het welzijn van de personeelsleden te waarborgen;

Overwegende dat de administratie nog geen systeem heeft ingevoerd om telefoongesprekken via de pc te ontvangen;

Overwegende dat de leden van het Codir de volgende wijzigingen in het reglement voorstellen:

-verbod op telewerken gedurende twee opeenvolgende werkdagen;

-3 dagen aanwezigheid op kantoor per week voor elke medewerker;

-50% van de medewerkers van de dienst moet elke dag aanwezig zijn, ongeacht de afwezigheden;

-vertrouwelijke gegevens mogen niet worden meegenomen;

-de medewerker moet de telefoon opnemen zoals op kantoor, anders is telewerken niet toegestaan;

-invoering van de aanvraag voor een telewerkdag via eRH en goedkeuring door de hiërarchische verantwoordelijke;

-telewerken niet toestaan op de dag na een periode van ziekte of vakantie;

Overwegende dat de volgende factoren ervoor zorgen dat telewerken minder praktisch of zelfs onmogelijk kan zijn voor een operationeel teamleider in het veld:

-het werk van een operationeel team in het veld vereist vaak directe interacties die aanwezigheid ter plaatse vereisen;

-situaties in het veld kunnen snelle beslissingen en onmiddellijke communicatie vereisen, wat efficiënter is wanneer men fysiek aanwezig is;

-aanwezigheid is cruciaal om toezicht te houden op de werkzaamheden, activiteiten te coördineren en directe ondersteuning te bieden aan het team;

Overwegende dat de N+1 van deze diensten maximaal 2 dagen per maand kunnen telewerken;

Gezien het overleg met de vakbonden;

Overwegende dat de wijziging van het reglement zal toelaten om een correcte monitoring van de aanwezigheid van het personeel te bekomen;

BESLUIT :

Enig artikel :

De regeling inzake telewerken te wijzigen en aan te passen zoals weergegeven in de bijlage bij dit document.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 18 positieve stemmen, 5 negatieve stemmen, 5 onthoudingen.

Yassine Akki entre en séance / treedt in zitting.

Wafa Chelh entre en séance / treedt in zitting.

Harmony Deknudt quitte la séance / verlaat de zitting.

Rachid Mahdaoui quitte la séance / verlaat de zitting.

Mohamed Adahchour quitte la séance / verlaat de zitting.

Asma Boutaarourt quitte la séance / verlaat de zitting.

Cloë Machuelle quitte la séance / verlaat de zitting.

20.05.2026/A/0009

Département Finances

Economie et Classes moyennes - Modification du règlement sur les terrasses et étalages.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 119bis de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le règlement général de Police ainsi que le Code de la Route ;

Vu le COBAT et le Règlement Régional d'Urbanisme ainsi que les lignes directrices Terrasses HORECA ;

Vu le RCUZ ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu le règlement communal relatif aux activités ambulantes et aux marchés du 26 mars 2014 ;

Vu le règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses adopté en date du 20 décembre 2007 par le Conseil Communal ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le règlement communal précité afin notamment de l'actualiser et qu'il soit en adéquation avec l'aménagement du territoire actuel ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1^{er} : D'adopter le règlement communal suivant relatif aux étalages et aux terrasses :

« TITRE 1^{ER}. L'AUTORISATION D'ETALAGE ET DE TERRASSE

Art. 1^{er}. Le présent titre de ce règlement règle une matière visée par les articles 117 et 119bis de la Nouvelle Loi Communale.

Il fixe les conditions d'installation de terrasses, d'étalages sur le domaine public de la

Commune de Molenbeek-Saint-Jean sans préjudice du COBAT, du Règlement Régional d'Urbanisme et de toute autre disposition légale.

CHAPITRE 1^{er}. – DE L'AUTORISATION

Art. 2. *Conformément au Règlement Général de Police, il est interdit de placer des terrasses de cafés, restaurants ou activités similaires, des étals de commerçants, des rôtissoires, des menus ou des dispositifs publicitaires sous quelque forme et d'étaler des marchandises sur l'espace public.*

Il ne peut être fait dérogation à cette interdiction que moyennant l'obtention d'une autorisation écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Art. 3. *Seuls les propriétaires d'un fonds de commerce, qu'ils soient personnes physiques ou morales, situé au rez-de-chaussée et dont la façade ou une partie de la façade donne sur la voie publique, ont la possibilité d'introduire une demande d'autorisation d'étalage ou de terrasse pour l'exercice de leur commerce principal.*

Art. 4. § 1^{er} *Afin que la demande d'autorisation soit régulière, celle-ci doit être adressée par envoi recommandé à la poste à l'attention du Collège des Bourgmestre et Echevins.*

§ 2. *L'autorisation est accordée, après enquête des services communaux compétents, si les installations visées à l'article 2 ne sont pas sources d'inconvénients pour la facilité et la sûreté de la circulation publique et si elles sont conformes aux dispositions du présent règlement. La conformité d'un projet au présent règlement ne préjuge pas de sa conformité au bon aménagement des lieux, ni de sa conformité aux lois en matière d'urbanisme.*

§ 3. *La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins est notifiée au demandeur par envoi recommandé à la poste dans les 60 jours calendriers à compter de la réception de la demande.*

Art. 5. *Les autorisations qui font l'objet du présent règlement sont personnelles et incessibles. Leur délivrance n'emporte ni droit de concession irrévocable, ni servitude sur la voie publique.*

Ces autorisations ne portent pas préjudice aux exigences de l'intérêt général. L'autorité pourra, à tout moment, décider de réduire ou de supprimer l'usage accordé, sans possibilité pour son titulaire de prétendre à une quelconque indemnisation de ce chef.

Les autorisations sont octroyées aux risques et périls des concessionnaires en ce qui concerne la garde et la conservation des marchandises et objets qu'ils étaleront ou des appareils placés.

Les autorisations restent valables tant que leur titulaire n'a pas changé et que les circonstances qui ont justifié l'octroi de l'autorisation n'ont pas évolué.

Le contribuable est tenu de notifier immédiatement à l'administration communale, par lettre recommandée, toute cession ou cessation d'activité.

Art. 6. §1. *L'ensemble du territoire communal est soumis à autorisations, objet du présent règlement, et sont assorties de conditions d'exploitation, d'envergure, et d'aménagement qui sont jugées nécessaires pour assurer la sûreté et la commodité du passage, la tranquillité et la salubrité publiques ainsi que l'esthétique du site.*

§ 2. *Afin d'harmoniser l'aspect visuel des voiries à forte concentration socio-économique et plus spécifiquement pour la chaussée de Gand, la chaussée de Ninove, la rue de Ribaucourt et le Parvis Saint-Jean-Baptiste, un alignement via marquage sera défini sur le trottoir et ce, dans le respect des réglementations en vigueur. La*

largeur de cet alignement sera variable selon les tronçons de rue ou de chaussée concernée et sera défini par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Ces conditions doivent être respectées en tout temps.

Art. 7. *Les autorisations qui font l'objet du présent règlement ne valent pas autorisation d'occupation des emplacements des marchés visée par le règlement communal relatif aux activités ambulantes et aux marchés du 26 mars 2014.*

Les titulaires des autorisations visées par le présent règlement dont les commerces sont situés dans une des zones de marché reprise au règlement communal relatif aux activités ambulantes et aux marchés du 26 mars 2014 ne pourront exposer leur étalage pendant les jours de tenues de marchés qu'à la condition de l'article 28 §1^{er} du règlement communal relatif aux activités ambulantes et aux marchés du 26 mars 2014 et pour autant que les produits exposés sur l'étalage constituent les produits habituellement exposés en dehors des jours de tenues de marchés.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables à la zone couvrant la place communale et le tronçon de la rue du Comte de Flandre s'étendant de la chaussée de Gand à la rue Sainte-Marie.

Art. 8. *L'autorisation de celle-ci doit pouvoir être exhibée à la première demande des agents visés à l'article 9 du présent règlement et à défaut, un constat sera établi.*

Art. 9. *Les objets déposés, placés ou fixés illicitement sur la voie publique, visés à l'article 2, devront être retirés à la première réquisition, du Collège des Bourgmestre et Echevins, d'un fonctionnaire de police, d'un auxiliaire de police ou d'un agent communal habilité conformément à l'article 21 §1^{er} 1° de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.*

Art. 10. *Sans préjudice de l'application d'une amende administrative, à défaut d'obéir à l'injonction, l'administration communale peut procéder d'office et aux frais du contrevenant à leur enlèvement conformément au règlement y afférent.*

En cas d'infraction récurrente au présent règlement, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra, après avoir adressé au titulaire de l'abonnement un avertissement et lui avoir donné la possibilité d'être entendu, décider de suspendre, voire de retirer, l'autorisation délivrée dans le cadre du présent chapitre, conformément à la procédure définie à l'article 45 de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.

La décision de suspension ou de retrait est notifiée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

CHAPITRE II. – DE L'ENTREPOSAGE DES MARCHANDISES, DES ETALS, DES RÔTISSOIRES, DES ACCESSOIRES ET DES DISTRIBUTEURS

Art. 11. *Les étalages sont destinés à l'exposition et à la vente sur la voie publique de tout objet ou denrée, à l'exception de ceux visés à l'article 20 du présent règlement, dont la vente s'effectue normalement à l'intérieur des commerces devant lesquels ils sont établis. Ils ne peuvent constituer que des accessoires aux commerces principaux.*

Art. 12. *La superficie autorisée des étals, des accessoires à l'étalage et des marchandises placés ou exposés sur la voie publique ne peut être supérieure à la superficie d'entreposage intérieure du commerce et d'autres locaux annexes destinés à l'entreposage.*

Conformément au Règlement Général de Police et sans préjudice d'une éventuelle autorisation visée par le présent règlement, les objets visés à l'alinéa 1^{er} ne peuvent en aucun cas être entreposés dans un contenant sur la voie publique.

Art. 13. *Les étals et leurs accessoires sont amovibles, pliables ou rabattables et sont conçus de manière à pouvoir être enlevés sans délai à la première demande des agents visés à l'article 9 du présent règlement.*

Ceux-ci doivent être enlevés, rabattus durant les heures de fermeture du commerce.

Art. 14. § 1^{er}. *Sans préjudice des dispositions du Règlement Régional d'Urbanisme, et dans le respect des dispositions de l'article 17 alinéa 3 du présent règlement, si la largeur de la voie de circulation piétonne est égale ou supérieure à 2 m, les étals, les accessoires à l'étalage, les marchandises, les distributeurs et rôtissoires placés sur la voie publique doivent laisser un cheminement libre de tout obstacle de minimum 1,50 m d'un seul tenant pour les usagers et ne jamais présenter un débord supérieur à 3 m.*

§ 2. *Sans préjudice des dispositions du Règlement Régional d'Urbanisme et dans le respect des dispositions de l'article 17, alinéa 3 du présent règlement, si la largeur de la voie de circulation piétonne est inférieure à 2 m, tout étalage est interdit.*

§3. *La largeur des étals, des accessoires à l'étalage, des marchandises, des distributeurs et des rôtissoires autorisés ne peut être inférieure à 50 cm ou dépasser en aucun cas 3 m.*

§ 4. *Les étalages et les marchandises ne peuvent s'élever à plus de 1,30 m de hauteur à compter du sol de la façade de l'immeuble dans lequel est situé le commerce.*

Au-delà de cette hauteur, il est interdit de suspendre quelque objet ou marchandise que ce soit à l'extérieur du commerce.

Art. 15. § 1. *Les stores ou auvents qui surplombent les étals et les dispositifs assimilés doivent laisser un cheminement libre de tout obstacle d'une hauteur de 2,50 m s'ils sont rattachés à la façade.*

§ 2. *Les stores ou auvents qui surplombent les étals et les dispositifs assimilés doivent laisser un cheminement libre de tout obstacle d'une hauteur de 2,20 m s'ils ne sont pas rattachés à la façade.*

Art. 16. *Sans préjudice de la législation sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines, les marchandises exposées sur la voie publique, les étals, les accessoires à l'étalage, les rôtissoires et les distributeurs automatiques ne peuvent en aucun cas être placés sur la rue.*

De même, ils ne peuvent être placés sur une place de stationnement ou couvrir, prendre appui ou être fixés sur du mobilier urbain (plaques de gaz, plaques d'égouts, armoires de commandes électriques, bornes téléphoniques, bornes incendie, armoires de télédiffusion, les arbres, les dispositifs d'éclairage urbains, les panneaux de signalisation, . . .).

Ils ne peuvent en aucun cas être placés sur des dalles podotactiles.

Art. 17. *Les marchandises, les étals, les accessoires à l'étalage, les rôtissoires et les distributeurs ne peuvent être entreposés ou placés que devant la façade sur rue du commerce visé par l'autorisation.*

Toutefois, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à déroger au principe de placement et d'entreposage décrit à l'alinéa 1^{er} et à autoriser le placement de marchandises, d'étals et de rôtissoires devant les immeubles directement contigus au commerce pour autant que l'exposition soit conforme aux chapitres II et III, du Titre I^{er} du présent règlement.

Ils ne peuvent en aucun cas entraver l'entrée d'un immeuble public ou privé ou ses voies d'accès.

Art. 18. *Les marchandises, les étalages, les accessoires à l'étalage et les rôtissoires*

sont entreposés ou placés de telle façon qu'ils ne compromettent pas la sécurité des passants.

Les écrans, grilles et bâches qui délimitent les étalages sont réalisés en matériaux arrondis ou souples, sans angles vifs, et doivent présenter un état satisfaisant et être maintenus en bon état d'entretien et de conservation.

En cas de grand vent ou tempête, les titulaires des autorisations prévoient un dispositif d'arrimage des écrans, bâches et grilles limitatives de manière à éviter qu'ils ne menacent la sécurité et la commodité des passants ou de la clientèle.

Art. 19. Les objets mobiliers seront chaque soir, après la fermeture du commerce :

- soit rentrés dans le magasin ou dans d'autres locaux annexes exclusivement destinés à l'entreposage ;
- soit repliés complètement et arrimés de façon suffisante contre la façade de l'immeuble,

Toutefois, les caisses de fleurs ou d'arbustes peuvent être maintenues sur la voie publique, contre les devantures des commerces pour autant que des dispositifs d'arrimage soient prévus en cas de grand vent ou de tempête.

Le titulaire demeure entièrement responsable des dégâts causés par leur placement sur la voie publique ou pour le défaut d'arrimage visé aux articles 18 et 19, alinéa 2, du présent règlement.

CHAPITRE III. - DES MARCHANDISES EXPOSEES SUR LA VOIE PUBLIQUE

Art. 20. Ne sont pas autorisées à l'exposition :

- les denrées alimentaires qui ne répondent pas aux prescriptions des législations européennes et fédérales en matière d'hygiène ;
- les marchandises qui sont considérées comme déchets par la législation bruxelloise ;
- les marchandises à composants électriques et électroniques (réfrigérateur, four à micro-onde, cuisinière électrique, ustensiles de cuisine, bombones de gaz et produits chimiques et dangereux) ;
- les marchandises et les biens qui présentent un risque pour la sécurité des personnes, qui peuvent être à l'origine de souillures de la voie publique ou qui peuvent être attentatoires à l'ordre public ;
- les marchandises qui viennent d'être livrées ne peuvent pas rester sur la voie publique plus de 30 minutes.

L'autorisation d'étalage n'emporte pas le droit d'effectuer des barbecues ou de cuisiner sur la voie publique.

Pour autant que l'autorisation le stipule expressément, les titulaires peuvent placer une rôtissoire sur la voie publique pour autant qu'elle n'occasionne pas de nuisances sur celle-ci et qu'ils prévoient un dispositif pour éviter la souillure de la voie publique.

Art. 21. Les denrées alimentaires doivent être exposées à une hauteur minimum de 50 cm du sol.

Les autres marchandises ne peuvent pas être entreposées à même le sol et doivent

être exposées à une hauteur minimale de 15 cm à partir du sol.

Art. 22. Lors de la présence de marquage au sol au niveau de la voie de circulation piétonne, l'étalage respecte strictement cette limite.

CHAPITRE IV. – DES TERRASSES

Art. 23. § 1. Ne sont susceptibles d'autorisation que des terrasses de consommation qui sont à proximité d'un commerce de café, de restaurant ou assimilé.

Art. 24. La terrasse ne contient que des tables et chaises destinées à la clientèle. Il est interdit d'y installer des commerces accessoires ou des appareils automatiques (appareils de jeux, appareils distributeurs) ou d'y placer des objets susceptibles de causer une gêne pour la clientèle ou pour les passants (cuisine aménagée, barbecues, rôtissoires, ...).

Seront admissibles comme mobilier de terrasses, des porte-menus et des parasols.

Les terrasses établies sur la Place Communale devront se conformer aux prescriptions définies par le Collège des Bourgmestre et Echevins quant au type de matériau des éléments constitutifs ainsi qu'à leur emplacement exact.

Art. 25. Sans préjudice des dispositions du Règlement Régional d'Urbanisme et dans le respect des dispositions du présent règlement, si la largeur de la voie de circulation piétonne est égale ou supérieure à 2 m, les terrasses et leurs accessoires placés sur la voie publique doivent laisser un cheminement libre de tout obstacle de minimum 1,50 m pour ses usagers.

Art.25 bis. § 1. Les stores ou auvents qui surplombes les terrasses doivent laisser un cheminement libre de tout obstacle d'une hauteur de 2,50 m s'ils sont rattachés à la façade.

§ 2. Les stores ou auvents qui surplombes les terrasses doivent laisser un cheminement libre de tout obstacle d'une hauteur de 2,20 m s'ils ne sont pas rattachés à la façade.

Art. 26 : Les tables et chaises et dispositifs accessoires sont entreposés ou placés de telle façon qu'ils ne compromettent pas la sécurité des passants.

En cas de grand vent ou tempête, les titulaires des autorisations prévoient un dispositif d'arrimage des écrans, bâches et grilles limitatives de manière à éviter qu'ils ne menacent la sécurité et la commodité des passants ou de la clientèle.

Art. 27. Hormis autorisation expresse du Collège des Bourgmestre et Echevins, le placement de terrasses de consommation ne peut avoir lieu que devant la façade sur rue du commerce visé par l'autorisation.

Elles ne peuvent en aucun cas entraver l'entrée d'un immeuble public ou privé ou ses voies d'accès.

Art. 27 bis: Les tables et les chaises seront chaque soir, après la fermeture du commerce, rentrées dans ce dernier ou dans d'autres locaux annexes destinés à l'entreposage.

Toutefois, les tables et les chaises peuvent être maintenues sur la voie publique, pour autant que des dispositifs d'arrimage soient prévus en cas de grand vent ou de tempête.

Le titulaire demeure entièrement responsable des dégâts causés par leur placement

sur la voie publique ou pour le défaut d'arrimage visé aux articles 26 et 27bis, al. 2, du présent règlement.

Art. 28. § 1^{er}. Les éléments des terrasses ouvertes sont amovibles et sont conçus de manière à pouvoir être enlevés sans délai à la première demande des agents visés à l'article 9 du présent règlement.

Les terrasses ouvertes peuvent être délimitées par des écrans ou des grilles. Elles peuvent être également bordées par des écrans bas ou des jardinières installées perpendiculairement ou parallèlement à la façade.

L'ensemble des installations, mobiliers et équipements de toute nature présente toutes les garanties de sécurité pour le personnel et pour la clientèle et sont maintenus en bon état d'entretien et de conservation.

L'exploitant d'un commerce ou d'un établissement accessible au public est responsable du maintien en état de propreté de l'espace public aux abords immédiats dudit commerce ou établissement.

§ 2. Les terrasses ouvertes doivent, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en matière d'urbanisme, permettre l'accès et la circulation des personnes à mobilité réduite.

CHAPITRE V. – DES EXTENSIONS DE TERRASSES

Art. 29. § 1^{er}. Les extensions de terrasses et l'installation de terrasses sur les emplacements de stationnement sont autorisées pour autant qu'elles soient installées dans le respect des mêmes règles que pour les terrasses dont elles dépendent.

§ 2. L'extension consiste en l'agrandissement, sur le trottoir et/ou sur une place de stationnement, de l'espace occupé par une terrasse.

§ 3. Sont autorisés à étendre la terrasse et à installer une terrasse sur emplacement de stationnement les gérants en ordre d'autorisation terrasse et sans arriérés de taxe.

§ 4. Toute demande d'extensions d'une terrasse et d'installation d'une terrasse sur emplacement de stationnement devra être adressée à l'attention du Collège des Bourgmestre et Echevins, rue du Comte de Flandre 20 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

La demande sera irrecevable si :

1. Au vu du plan fourni, la demande est manifestement contraire aux règles précitées ; ET/OU
2. Le dossier administratif de l'établissement n'est pas en ordre ; ET/OU
3. Si le gérant n'avait pas respecté les conditions d'octroi l'an dernier.

Les autorisations seront délivrées, à titre précaire et révocable, par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

§ 5. Seront irrecevables, les dossiers introduits par des demandeurs dont les antécédents contiennent des nuisances liées à l'occupation privative de l'espace public à des fins commerciales et/ou dont la demande de paiement de la taxe sur l'extension temporaire des terrasses et le placement de terrasses sur des emplacements de stationnement sans permis d'urbanisme n'est pas réglée ou qui n'ont pas respecté leur autorisation.

Art. 30. §1. Les terrasses sur emplacement de stationnement doivent répondre aux règles suivantes :

1. Les matériaux (tables et chaises) utilisés doivent être en bois ou en métal à l'exclusion des mobiliers en plastiques ;
2. Il est interdit de placer quelconque revêtement au sol et les planchers sont également interdits (article 45 RCU) ;
3. Les publicités qui ne concernent pas directement et exclusivement l'établissement lui-même sont interdites ;

4. Seuls les emplacements de stationnement situés directement en face de l'établissement sont exploitables : cela signifie que la longueur de l'installation ne peut dépasser les limites latérales du commerce ;

5. Un maximum de deux places de stationnements pourra être occupé par la terrasse.

§2. Le gérant ne sera débiteur d'aucune créance de quelque nature que ce soit envers l'Administration communale.

TITRE II. LA TAXATION D'ÉTALAGE ET DE TERRASSE

L'autorisation prévue au Titre 1^{er} du présent règlement, si elle est accordée, entraîne l'application d'une taxe annuelle qui est due dès qu'il y a occupation de la voie publique ou fixation d'objets imposables au-dessus de la voie publique et établie conformément au règlement-taxe en la matière.

TITRE III. DISPOSITIONS FINALES

Celui qui enfreint les dispositions du présent règlement, sera puni d'une amende administrative dont le montant sera fixé par le Fonctionnaire Sanctionnateur conformément à la loi SAC en vigueur.

Tout autre frais que la Commune aura exposé et qui aura été rendu nécessaire en raison du comportement du contrevenant sera également porté à sa charge.

Outre l'éventuelle infraction d'une amende administrative, le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve le droit de suspendre ou retirer les autorisations qui font l'objet du présent règlement, en cas de non-respect de ses conditions, après avertissement, dans le respect des règles prévues par l'article 10 du présent règlement, conformément à la procédure définie par l'article 119bis de la Nouvelle Loi Communale, et ce sans qu'il soit dû par l'administration communale une quelconque indemnisation. »

Article 2 : Le présent règlement abroge et remplace le règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses adopté par le Conseil communal lors de sa séance du 20 décembre 2007.

Article 3 : Le présent règlement entrera en vigueur le cinquième jour qui suit celui de sa publication.

Le Conseil approuve le point.

25 votants : 23 votes positifs, 2 abstentions.

Departement Financiën

Economie en Middenstand - Wijziging van het reglement inzake terrassen en uitstallingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117, 119bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Algemeen Politierglement en de Verkeersreglement;

Gelet de BWRO, de Gewestelijke Stedenbouwkundige verordening en de richtlijnen voor Horecaterrassen;

Gelet op de ZGSV;

Gelet op de Wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op het gemeentelijke reglement betreffende de ambulante activiteiten en Markten van 26 mars 2014;

Gelet op het gemeentelijke reglement betreffende op de uitstallingen en terrassen aangenomen op 20 december 2007 van de Gemeenteraad;

Overwegende dat het nodig is de bovengenoemde gemeentelijke verordening te wijzigen, met name om deze te actualiseren en in overeenstemming te brengen met de huidige ruimtelijke ordening;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen opgesteld tijdens zijn vergadering van 7 mei 2026;

BESLIST

Artikel 1^{ste}: de volgende gemeentelijke verordening inzake de uitstallingen en terrassen vast te stellen:

“TITEL I. DE VERGUNNING VOOR DE UITSTALLING EN HET TERRAS

Art. 1. Deze titel van dit reglement regelt een zaak die beoogd wordt door artikelen 117 en 119bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Het regelt de voorwaarden voor het plaatsen van terrassen en uitstallingen op openbaar terrein in de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, onverminderd de COBAT, het Regionaal Stedenbouwkundig Reglement en alle andere wettelijke bepalingen.

HOOFDSTUK I. DE VERGUNNING

Art. 2. Overeenkomstig het gecoördineerd Algemeen Politierglement, is het verboden terrassen van cafés, restaurants of gelijkaardige activiteiten, handelkraampjes, grills, menu's of reclame-inrichtingen onder gelijk welke vorm te plaatsen en goederen op de openbare ruimte uit te stallen.

Er mag pas afgeweken worden van dit verbod mits het verkrijgen van een schriftelijke toelating van het College van Burgemeester en Schepenen.

Art. 3. Enkel de eigenaars van een handelsfonds, ongeacht of deze natuurlijke personen of rechtspersonen zijn, dat gelegen is op het gelijkvloers en waarvan de gevel of een deel van de gevel op de openbare weg uitsteekt, hebben de mogelijkheid om een aanvraag voor de vergunning van een uitstalling of een terras in te dienen voor de uitoefening van hun hoofdactiviteit.

Art. 4. §1. Opdat de vergunningsaanvraag regelmatig is, moet deze laatste per aangetekende zending bij de post aan het College van Burgemeester en Schepenen gericht worden.

§2. De vergunning wordt toegestaan, na onderzoek van de bevoegde gemeentediensten, als de installaties die bedoeld zijn in artikel 2 geen ongemakken veroorzaken voor de vlotheid en veiligheid van het openbare verkeer en als ze met de bepalingen van dit reglement overeenstemmen. De conformiteit van een project aan dit reglement loopt niet vooruit op zijn conformiteit aan de goede inrichting van de plaatsen, noch op zijn conformiteit aan de wetten inzake stedenbouw.

§3. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen wordt aan de aanvrager via een ter post aangetekend schrijven bekendgemaakt, binnen de 60 kalenderdagen, te rekenen vanaf de ontvangst van de aanvraag.

Art. 5. De vergunningen die het voorwerp uitmaken van dit reglement persoonlijk en niet overdraagbaar. Hun afgifte brengt geen recht op een onherroepelijke concessie mee, noch een erfdiensbaarheid op de openbare weg.

Deze vergunningen doen geen afbreuk aan de eisen van algemeen nut. De overheid zal, op elk moment, kunnen beslissen het toegestane gebruik af te schaffen of te beperken zonder dat zijn houder uitdien hoofde enige schadevergoeding kan eisen.

De vergunningen worden toegekend op risico van de rechtverkrijgenden wat betreft de bewaking en het behoud van de goederen en voorwerpen die ze zullen uitstellen of van de geïnstalleerde toestellen.

De vergunningen blijven geldig zolang ze geen andere houder hebben en de omstandigheden die de toekenning van de vergunning gerechtvaardigd hebben, niet

geëvolueerd zijn.

De belastingbetaler is verplicht via aangetekend schrijven onmiddellijk elke overdracht of elke overdracht van activiteit aan het gemeentebestuur bekend te maken.

Art. 6. §1. Het gehele gemeentelijk grondgebied valt onder de vergunningen waarop deze verordening betrekking heeft, en deze gaan gepaard met voorwaarden inzake exploitatie, omvang en inrichting die noodzakelijk worden geacht om de veiligheid en het gebruiksgemak van de doorgang, de openbare rust en hygiëne, alsook de esthetiek van de locatie te waarborgen.

§ 2. Om het visuele aspect van de wegen met een hoge sociaal-economische concentratie te harmoniseren, en meer bepaald voor de Gentsesteenweg, de Ninoofsesteenweg, de Ribaucourtstraat en het Sint-Jan-Baptistvoorplein, zal op het voetpad een uitlijning via markering worden vastgelegd, met inachtneming van de geldende regelgeving. De breedte van deze uitlijning zal variëren naargelang het betreffende straat- of wegvak en zal worden vastgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen.

Deze voorwaarden moeten te allen tijde worden nageleefd.

Art. 7. De vergunningen waarop deze verordening betrekking heeft, gelden niet als vergunning voor het gebruik van marktplaatsen zoals bedoeld in de gemeentelijke verordening betreffende ambulante activiteiten en markten van 26 maart 2014.

De houders van de vergunningen die door dit reglement beoogd worden, waaronder de handelszaken, zijn gelegen in een van de marktzones die opgenomen zijn ambulante activiteiten en markten van 26 maart 2014., zullen hun uitstal tentoonstellen tijdens de dagen waarop markten georganiseerd worden, op voorwaarde de voorschriften van het artikel 28 §1 van het gemeentelijk reglement betreffende ambulante activiteiten en markten van 26 maart 2014 na te leven en in zoverre dat de op de uitstal getoonde producten de producten zijn die gewoonlijk buiten de marktdagen getoond worden.

Art. 8. De vergunning, of minstens een kopie ervan, moeten getoond kunnen worden op het eerste verzoek van de agenten die beoogd worden in artikel 9 van dit reglement.

Art. 9. Voorwerpen die illegaal op de openbare weg neergelegd, geplaatst of bevestigd worden, zoals bedoeld in artikel 2, moeten worden ingetrokken bij het eerste verzoek van het College van Burgemeester en de Schepenen, een politieambtenaar, hulpagent of een gemeentelijk agent die bevoegd is, overeenkomstig artikel 21 §1^{ste} 1° van het wet betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

Art. 10. Onverminderd de oplegging van een administratieve boete kan het gemeentebestuur indien het bevel niet wordt opgevolgd, ambtshalve en op kosten van de overtreder overgaan tot de verwijdering ervan overeenkomstig de desbetreffende verordening.

In geval van herhaalde overtreding van deze verordening kan het College van Burgemeester en Schepenen, na de abonnee een waarschuwing te hebben gestuurd en hem de mogelijkheid te hebben gegeven om gehoord te worden, besluiten om de in het kader van dit hoofdstuk afgegeven vergunning op te schorten of zelfs in te trekken, overeenkomstig de procedure bepaald in artikel 45 van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

De beslissing van opschorting of intrekking wordt via een ter post aangetekend schrijven bekendgemaakt, met ontvangstbewijs.

HOOFDSTUK II – DE OPSLAG VAN GOEDEREN, UITSTALLINGEN, GRILLS, TOEBEHOREN EN DISTRIBUTIETOESTELLEN

Art. 11. De uitstallingen zijn bestemd voor de tentoonspreading en verkoop op de openbare weg van gelijk welke voorwerpen of voedingswaren, met uitzondering van die welke beoogd worden in artikel 20 van dit reglement, waarvan de verkoop normaal gezien gebeurt binnen de handelszaken voor dewelke ze opgesteld zijn. Ze mogen slechts fungeren als toebehoren voor de hoofdhandelszaken.

Art. 12. De toegestane oppervlakte van de uitstallingen, toebehoren van de uitstalling en de goederen die op de openbare weg geplaatst of tentoongespreid worden, mag de oppervlakte voor de binnenopslag van de handelszaak en andere bijgebouwde lokalen

bestemd voor de binnenopslag niet overschrijden.

Overeenkomstig het Algemeen Politiereglement en onverminderd een mogelijke vergunning beoogd door het huidige reglement, mogen de in het 1ste lid vermelde voorwerpen geenszins in een container op de openbare weg opgeslagen worden

Art. 13. De uitstallingen en hun toebehoren zijn verwijderbare, plooibaar of opklapbaar en zijn op dergelijke wijze ontworpen dat ze onverwijld verwijderd kunnen worden bij het eerste verzoek van de agenten, zoals bedoeld in artikel 9 van dit reglement.

Deze moeten worden verwijderd of neergeklapt wanneer de handel gesloten is.

Art. 14. § 1. Onverminderd de bepalingen van de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening en met inachtneming van de bepalingen van het artikel 17, lid 3, van het huidige reglement, als de breedte van de verkeersweg voor voetgangers gelijk is aan of groter is dan 2m, moeten de op de openbare weg geplaatste uitstallingen, toebehoren van de uitstallingen, goederen, distributietoestellen en grills een vrije doorgang laten van minimum 1,50 m de weggebruikers en mogen ze nooit meer dan 3 m uitsteken.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening en met inachtneming van de bepalingen van het artikel 17, lid 3, van het huidige reglement, is elke vorm van uitstalling verboden indien de breedte van het voetpad minder dan 2 m bedraagt.

§3. De breedte van de uitstallingen, het toebehoren voor de uitstalling, de goederen, de automaten en de grills mag niet minder dan 50 cm bedragen en in geen geval meer dan 3 m.

§ 4. De uitstallingen en de goederen mogen niet hoger zijn dan 1,30 m vanaf de vloer van de gevel van het gebouw waarin de handelszaak is gevestigd.

Boven deze hoogte, is het verboden welk voorwerp of waar dan ook te hangen buiten de handelszaak.

Art. 15. § 1. De zonneblinden of luifels die uitsteken boven de uitstallingen en de geassimileerde inrichtingen moeten zorgen voor een doorgang die vrij is van gelijk welke hindernis met een hoogte van 2,50 m als ze aan de gevel zijn bevestigd.

§ 2. De zonneblinden of luifels die uitsteken boven de uitstallingen en de geassimileerde inrichtingen moeten zorgen voor een doorgang die vrij is van gelijk welke hindernis met een hoogte van 2,20 m als ze niet aan de gevel zijn bevestigd.

Art. 16. Onverminderd de wetgeving op de uitoefening en de organisatie van de ambulante activiteiten en marktactiviteiten, de goederen die op de openbare weg tentoongespreid worden, de uitstallingen, het toebehoren van de uitstalling, de grills en de automatische distributietoestellen mogen in geen geval op straat geplaatst worden.

Evenzo kunnen ze niet geplaatst worden op een parkeerplaats of stedelijke goederen bedekken, als steun gebruiken of eraan vastgemaakt worden (gasplaten, rioolroosters, electriciteitskasten, telefoonpalen, brandpalen, televisie verdeelkasten, bomen, groeninrichtingen, paaltjes, het stedelijk verlichtingsmateriaal, de signalisatieborden,...).

Ze kunnen in geen geval geplaatst worden op de voetgevoelige tegels.

Art. 17. De goederen, de uitstallingen, het toebehoren van de uitstalling, de grills en de distributietoestellen mogen slechts opgeslagen of geplaatst worden voor de straatgevel van de handelszaak, die beoogd wordt door de vergunning.

Het College van Burgemeester en Schepenen is evenwel bevoegd om af te wijken van het principe van de plaatsing en de opslag zoals beschreven in de eerste alinea en om de plaatsing van goederen, uitstallingen en grills toe te laten voor de gebouwen die rechtstreeks grenzen aan de handelszaak voor zover de uitstalling gebeurt overeenkomstig de hoofdstukken II en III van Titel I van huidig reglement.

Ze mogen geenszins de ingang van een privaat of openbaar gebouw of zijn toegangswegen belemmeren.

Art. 18. De goederen, uitstallingen, toebehoren van de uitstalling, de distributietoestellen en grills zijn op dergelijke wijze opgeslagen of geplaatst dat ze de veiligheid van de voorbijgangers niet in het gedrang brengen.

De schermen, roosters en dekzeilen die de uitstallingen afbakenen, zijn vervaardigd uit afgeronde of soepele materialen, zonder scherpe hoeken, en moeten zich in een degelijke staat bevinden, en in goede staat onderhouden en bewaard worden.

In geval van sterke wind of onweer, voorzien de houders van de vergunningen een systeem voor het vastzetten van de beperkende schermen, dekzeilen en roosters, om te vermijden dat ze de veiligheid en de vlotte doorgang van de voorbijgangers of van het cliënteel in het gedrang zouden brengen.

Art. 19. *De roerende voorwerpen moeten elke avond na de sluiting van de handelszaak:*

- Ofwel naar binnen de handelszaak gehaald of in andere aangrenzende lokalen die uitsluitend voor de opslag bestemd zijn;*
- Ofwel volledig opgevouwd worden en voldoende vastgezet worden tegen de gevel van het gebouw.*

De kisten met bloemen of boompjes mogen evenwel op de openbare weg behouden worden, tegen de etalages van de handelszaken, voor zover er een systeem voorzien is voor het vastzetten bij wind of storm.

De titularis blijft volledig aansprakelijk voor de schade veroorzaakt door hun plaatsing op de openbare weg of het gebrek aan een systeem van vastzetten zoals beschreven in de artikelen 18 en 19, tweede alinea van huidig reglement.

HOOFDSTUK III – GOEDEREN DIE TENTOONGESPRED WORDEN OP DE OPENBARE WEG

Art. 20. *Mogen niet tentoongespreid worden:*

- Voedingswaren die niet voldoen aan de voorschriften van de Europese en federale wetgevingen inzake hygiëne;*
- De koopwaren die als afval beschouwd worden door de Brusselse wetgeving;*
- De koopwaren met elektrische en elektronische onderdelen (koelkasten, magnetrons, elektrische fornuizen, keukengerei, gasflessen en chemische en gevaarlijke producten);*
- De koopwaren en goederen die een risico vormen voor de veiligheid van de mensen, die aan de basis kunnen liggen van de bevuilding van de openbare weg of die de openbare orde kunnen verstoren;*
- De koopwaren en goederen die zojuist zijn afgeleverd, mogen niet langer dan 30 minuten op de openbare weg blijven staan.*

De vergunning tot uitstalling houdt niet in dat men het recht heeft om barbecues te doen of op de openbare weg te koken.

Voor zover de vergunning het uitdrukkelijk bepaalt, mogen de houders een grill plaatsen op de openbare weg, voor zover ze er geen schade aan berokkenen en ze een systeem voorzien om de bevuilding van de openbare weg te vermijden.

Art. 21. *De voedingswaren moeten tentoongespreid worden op een minimumhoogte van 50 cm van de grond.*

De andere goederen mogen niet uitgesteld worden op de grond zelf en moeten uitgesteld worden op een minimale hoogte van 15 cm te rekenen vanaf de grond.

Art. 22. *Indien er wegmarkeringen zijn aangebracht ter hoogte van het voetpad, moet de uitstalling zich strikt aan deze afbakening houden.*

HOOFDSTUK IV – TERRASSEN

Art. 23. §1. *Enkel consumptieterrassen die het verlengde zijn van een café, restaurant of een gelijkaardige zaak, komen in aanmerking voor een vergunning.*

Art. 24. *Het terras bevat enkel tafels en stoelen die voor het cliënteel bestemd zijn. Het is verboden er bijkomende handelszaken of automatische distributietoestellen (spelautomaten, distributieautomaten) te installeren of er voorwerpen te plaatsen die hinder kunnen vormen voor het cliënteel of voor de voorbijgangers (ingerichte keuken, barbecues, grills...).*

Worden toegelaten als terrasmeubilair: menuhouders, plantenbakken en parasols.

De terrassen op het Gemeenteplein moeten voldoen aan de voorschriften die door het College van burgemeester en schepenen zijn vastgesteld met betrekking tot het soort materiaal van de onderdelen en hun exacte locatie.

Art. 25. §1. Onverminderd de bepalingen van de Gewestelijke Stedebouwkundige Verordening en met inachtneming van de bepalingen van huidig reglement, als de breedte van de verkeersweg voor voetgangers gelijk is aan of groter is dan 2 m, moeten de op de openbare weg geplaatste terrassen en hun bijhorigheden een vrije doorgang laten van minimum 1,5 m voor de weggebruikers.

Art.25bis. § 1. De zonneblinden of luifels die uitsteken boven de uitstallingen en de geassimileerde inrichtingen moeten zorgen voor een doorgang die vrij is van gelijk welke hindernis met een hoogte van 2,50 m als ze aan de gevel zijn bevestigd.

§ 2. De zonneblinden of luifels die uitsteken boven de uitstallingen en de geassimileerde inrichtingen moeten zorgen voor een doorgang die vrij is van gelijk welke hindernis met een hoogte van 2,20 m als ze niet aan de gevel zijn bevestigd.

Art. 26. De tafels en stoelen en de bijhorigheden worden op zo'n manier opgeslagen of geplaatst dat zij de veiligheid van de voorbijgangers niet belemmeren.

In geval van sterke wind of storm voorzien de titularissen die een vergunning hebben een systeem voor het vastzetten van de schermen, dekzeilen en roosters die als afbakening dienen op zo'n manier dat de veiligheid en de vlotte doorgang van voorbijgangers of cliënteel niet bedreigd wordt.

Art. 27. Behalve het College van burgemeester en schepenen uitdrukkelijk toestemming heeft gegeven, mogen terrassen voor consumptie alleen worden geplaatst voor de straatkant van het bedrijf waarop de vergunning betrekking heeft.

Ze mogen in geen geval de ingang van een openbaar of particulier gebouw of de toegangswegen daarheen belemmeren.

Art. 27 bis. De tafels en stoelen zullen elke avond, na het sluiten van de handelszaak, binnengebracht worden in deze zaak of in andere aangrenzende lokalen die voor de opslag bestemd zijn.

Evenwel kunnen de bloembakken of bakken met struiken staan blijven op de openbare weg tegen de voorgevel van deze handelszaken voor zover systemen voor het vastzetten voorzien worden in geval van sterke wind of storm.

De titularis blijft volledig aansprakelijk voor de schade veroorzaakt door hun plaatsing op de openbare weg of het gebrek aan een systeem van vastzetten zoals beschreven in de artikelen 26bis en 27bis, tweede alinea van huidig reglement.

Art. 28. §1. De onderdelen van de open terrassen zijn verwijderbare en zo ontworpen dat ze onverwijd verwijderd kunnen worden bij het eerste verzoek van de agenten die beoogd worden in artikel 9 van dit reglement.

De open terrassen mogen afgebakend worden door schermen of roosters. Ze mogen eveneens afgebakend worden door lage schermen of bloembakken die loodrecht op of evenwijdig met de gevel geïnstalleerd worden.

Alle installaties, al het meubilair en alle uitrustingen vertonen alle veiligheids garanties voor het personeel en voor het cliënteel, en zijn in goede staat van onderhoud en bewaring.

De uitbater van een handelszaak of een openbaar toegankelijke instelling is verantwoordelijk voor het schoonhouden van de openbare ruimte in de directe omgeving van die handelszaak of instelling.

§2. Mits naleving van de wettelijke en reglementaire bepalingen, moeten de open terrassen de toegang en het verkeer van persoon met beperkte mobiliteit mogelijk maken.

HOOFDSTUK V – UITBREIDINGEN VAN TERRASSEN

Art. 29. § 1. Uitbreidingen van terrassen en de inrichting van terrassen op parkeerplaatsen zijn toegestaan, mits deze worden aangelegd met inachtneming van dezelfde regels als die welke gelden voor de terrassen waarvan zij deel uitmaken.

§ 2. De uitbreiding houdt in dat de ruimte die door een terras wordt ingenomen, wordt uitgebreid naar het trottoir en/of een parkeerplaats.

§ 3. Alleen uitbaters die in het bezit zijn van een geldige terrasvergunning en geen achterstallige belastingen hebben, mogen het terras uitbreiden en een terras op een parkeerplaats inrichten.

§ 4. Elke aanvraag voor de uitbreiding van een terras of de aanleg van een terras op

een parkeerplaats moet worden gericht aan het College van de burgemeester en schepenen, Graaf van Vlaanderenstraat 20, 1080 Sint-Jans-Molenbeek.

De aanvraag zal onontvankelijk verklaren worden als:

- 1. Uit het verstrekte plan blijkt dat de aanvraag duidelijk in strijd is met de bovengenoemde regels; EN/OF*
- 2. het administratieve dossier van de inrichting niet in orde is; EN/OF*
- 3. de uitbater vorig jaar de toekenningsvoorwaarden niet heeft nageleefd.*

De vergunningen worden op voorlopige en herroepbare basis afgegeven door het College van Burgemeester en Schepenen.

§ 5. Onontvankelijk zijn aanvragen die worden ingediend door aanvragers met een verleden van overlast in verband met het voor commerciële doeleinden in bezit nemen van de openbare ruimte en/of van wie de betaling van de belasting op de tijdelijke uitbreiding van terrassen en het plaatsen van terrassen op parkeerplaatsen zonder stedenbouwkundige vergunning niet is voldaan of die hun vergunning niet hebben nageleefd.

Art. 30. §1. Terrassen op parkeerplaatsen moeten aan de volgende regels voldoen:

- 1. Het gebruikte materiaal (tafels en stoelen) moet van hout of metaal zijn; meubilair van kunststof is uitgesloten;*
- 2. Het is verboden om enige vorm van vloerbedekking aan te brengen en vloeren zijn eveneens verboden (artikel 45 GSV);*
- 3. Reclames die niet direct en uitsluitend betrekking heeft op het etablissement zelf zijn verboden;*
- 4. Alleen de parkeerplaatsen die direct tegenover het etablissement liggen, mogen worden gebruikt: dit betekent dat de lengte van de opstelling de zijdelingse grenzen van het bedrijf niet mag overschrijden;*
- 5. Er mogen maximaal twee parkeerplaatsen door het terras worden ingenomen.*

§2. De exploitant is geen enkele vordering van welke aard dan ook verschuldigd aan het gemeentebestuur.

TITEL II. DE BELASTING VAN DE UITSTALLING EN HET TERRAS

De vergunning voorzien in titel 1^{ste} van het huidige reglement, als deze wordt verleend, tot de heffing van een jaarlijkse belasting die verschuldigd is zodra de openbare weg wordt ingenomen of belastbare voorwerpen boven de openbare weg worden bevestigd, en die wordt vastgesteld overeenkomstig het desbetreffende belastingreglement.

TITEL III. SLOTBEPALINGEN

Wie de bepalingen van deze reglement overschrijdt, zal bestraft worden met een administratieve boete waarvan het bedrag door de Sanctionerend Ambtenaar wordt vastgesteld overeenkomstig de geldende SAC-wet.

Alle andere kosten die de Gemeente heeft gemaakt en die noodzakelijk zijn geworden door het gedrag van de overtreder, komen eveneens voor zijn rekening.

Naast het eventueel opleggen van een administratieve boete behoudt het College van Burgemeester en Schepenen zich het recht voor om de vergunningen waarop dit reglement betrekking heeft, op te schorten of in te trekken in geval van niet-naleving van de voorwaarden ervan, na waarschuwing, met inachtneming van de regels van artikel 10 van dit reglement, overeenkomstig de procedure bepaald in artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet, en dit zonder dat de Gemeentelijke Administratie enige schadevergoeding verschuldigd is.”

Artikel 2: het huidige reglement opheft en wijzigt het reglement betreffende op de uitstallingen en terrassen aangenomen op 20 december 2007 van de Gemeenteraad.

Artikel 3: Deze reglement treedt in werking op de vijfde dag na de dag van haar bekendmaking.

De Raad keurt het punt goed.

25 stemmers : 23 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Olivier Mahy quitte la séance / verlaat de zitting.

Maria Gloria Garcia-Fernandez quitte la séance / verlaat de zitting.

Didier-Charles Van Merris quitte la séance / verlaat de zitting.

Hakim Aissati quitte la séance / verlaat de zitting.

20.05.2026/A/0010 **Département Développement Durable et Espaces Publics**
Mobilité - Journée sans voiture du 20 septembre 2026 - Règlement
d'administration intérieure.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses –articles 117 et 119 ;

Vu l'accord conclu entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que chaque année a généralement lieu au moins une « journée sans voiture »;

Que le conseil communal décide de s'associer également à cet événement ;

Qu'à cette occasion, seules les personnes et les véhicules autorisés pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes ;

Qu'il convient dès lors d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations ;

Qu'à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter à frauder ;

DECIDE:

Article unique:

L'accord conclu pour chaque édition de la journée sans voiture entre le bourgmestre de la commune de Molenbeek-Saint-Jean et les bourgmestres des dix-huit autres communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est approuvé.

Le point est reporté.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte
Mobiliteit - Zonder wagen in de stad op 20 september 2026 - Reglement van
inwendig bestuur.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name artikelen 117 en 119;

Gelet op het akkoord tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad;

Overwegende dat er ieder jaar minstens één "autoloze dag" plaatsvindt;

Dat de gemeenteraad beslist om zich bij dit evenement aan te sluiten;

Dat bij deze gelegenheid enkel de personen en de voertuigen die een toelating hebben verkregen, zich mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten;

Dat dienovereenkomstig coherentie dient verzekerd bij de uitreiking van doorgangsbewijzen;

Dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een doorgangsbewijs te verkrijgen, een afradend effect kan hebben om het reglement na te leven en tot fraude kan aanzetten;

BESLUIT:

Enig artikel:

Het akkoord dat voor elke editie van de autoloze dag gesloten werd tussen de burgemeester

van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad is goedgekeurd.

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0011

Département Infrastructures et Développement urbain

Département Infrastructures et Développement urbain - Terrain sis à l'angle des avenues Carl Requette et des Amandiers (parcelle 183A) - Ratification de l'adjudication.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, et notamment son article 117 ;

Vu sa délibération du 24 septembre 2025 décidant de procéder à la vente publique du terrain cadastré 4ème Division, section C, n°183A, sis à l'angle des avenues Carl Requette et des Amandiers, et de fixer le prix de départ à 170.000 € ;

Vu sa délibération du 17 décembre 2025 approuvant le projet de cahier des charges établi par Maître Charles Huylebrouck, notaire à Bruxelles, relatif à la vente publique du terrain visé ci-dessus via la plateforme Biddit ;

Considérant que ce cahier des charges a été signé le 2 février 2026 ;

Considérant que les enchères se sont tenues du 2 mars 2026 au 10 mars 2026 ;

Considérant que le procès-verbal d'adjudication dressé par Maître Charles Huylebrouck, notaire à Bruxelles, a été signé en date du 16 mars 2026 (ci-annexé) ;

Considérant que le terrain en question a été adjugé à la SRL ECO-CITY pour un montant de 170.000 € ;

Considérant que ce montant correspond au prix de départ fixé par le Conseil communal ;

Considérant qu'il y a lieu de ratifier l'adjudication intervenue ;

DÉCIDE :

Article unique :

De ratifier l'adjudication du terrain cadastré 4ème Division, section C, n°183A, sis à l'angle des avenues Carl Requette et des Amandiers, pour un montant de 170.000 €

Le point est reporté.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Terrein gelegen op de hoek van de Carl Requettelaan en de Amandelboomlaan (perceel 183A) - Bekrachtiging van de toewijzing.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid artikel 117 ;

Gelet op zijn beraadslaging van 24 september 2025 waarbij werd beslist over te gaan tot de openbare verkoop van het terrein kadastraal gekend als 4de Afdeling, sectie C, nr. 183A, gelegen op de hoek van de Carl Requettelaan en de Amandelboomlaan, en tot het vaststellen van de startprijs op 170.000 € ;

Gelet op zijn beraadslaging van 17 december 2025 waarbij het ontwerp van lastenboek opgesteld door Meester Charles Huylebrouck, notaris te Brussel, met betrekking tot de openbare verkoop van het hierboven vermelde terrein via het platform Biddit werd goedgekeurd ;

Overwegende dat dit lastenboek werd ondertekend op 2 februari 2026 ;
Overwegende dat de biedingen plaatsvonden van 2 maart 2026 tot 10 maart 2026 ;
Overwegende dat het proces-verbaal van toewijzing opgesteld door Meester Charles Huylebrouck, notaris te Brussel, werd ondertekend op 16 maart 2026 (bijgevoegd);
Overwegende dat het betrokken terrein werd toegewezen aan de BV ECO-CITY voor een bedrag van 170.000 € ;
Overwegende dat dit bedrag overeenstemt met de door de Gemeenteraad vastgestelde startprijs ;
Overwegende dat het aangewezen is om de uitgevoerde toewijzing te bekrachtigen ;

BESLIST :

Enig artikel :

De toewijzing van het terrein kadastraal gekend als 4de Afdeling, sectie C, nr. 183A, gelegen op de hoek van de Carl Requettelaan en de Amandelboomlaan, voor een bedrag van 170.000 € te bekrachtigen.

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0012 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière
Propriétés communales - Vente d'une maison d'habitation sise chaussée de
Ninove, 100 - Modification du mode de vente.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu sa décision en date du 25 septembre 2024 (012/25.09.2024/A/0012) :

Article 1 :

D'approuver la vente via une procédure de gré à gré, avec publicité préalable, de la maison d'habitation, propriété communale, située chaussée de Ninove, 100 (cadastrée sous la 3ème division, section B, parcelle 939/W d'une superficie de 166 m²) ;

Article 2 :

De fixer le prix minimum de la vente à 290.000 EUR ;

Vu l'avis du Comité d'Acquisition d'Immeubles Régionale (CAIR) en date du 18 avril 2024, estimant la valeur du bien à 290.000 EUR ;

Considérant que le bien a fait l'objet d'une procédure de vente de gré à gré, avec publicité préalable le 16 juin 2025, via les différents canaux ;

Considérant qu'aucune offre d'achat n'a été remise avant le terme du délai imparti, à savoir le 14 juillet 2025 ;

Considérant qu'une nouvelle publication a été faite en date du 26 août 2025 avec échéance au 30 septembre 2025;

Considérant qu'une seule offre d'achat datée du 02 septembre 2025, émise par la SRL BXL CONSULTING FINANCE IMMOBILIERE pour un montant de 220.000 EUR, a été reçue ;

Considérant que le montant de l'offre d'achat est inférieur à l'estimation du CAIR ;

Considérant que le soumissionnaire justifie son offre par les coûts importants liés à la mise en conformité et l'amélioration énergétique du bien (certificat PEB F (303 kWh/m²/an) à prévoir, travaux d'isolation, d'électricité, de chauffage, de menuiseries, de toiture nécessaires);

Considérant que la Commune s'est tournée vers le Fonds du Logement pour savoir s'il était intéressé à acheter le bien et que ce dernier a décliné ;

Considérant que la régularisation de la situation nécessiterait des travaux de réhabilitation trop coûteux pour l'administration communale et que dès lors ceux-ci n'ont pas été budgétisés ;

Considérant que la période de validité de l'estimation du CAIR étant dépassée, une

nouvelle estimation a été requise ;
Vu l'actualisation de l'estimation en date du 16 janvier 2026 à 310.000 EUR ;
Considérable que le bien ne peut rester vide plus longtemps au regard de la crise du logement que connaît la région bruxelloise ;
Considérant que pour une meilleure optimisation, il y a lieu de revoir le mode de vente de gré à gré par voie de vente publique, conformément à la réglementation en vigueur, afin d'assurer transparence et équité entre les acquéreurs potentiels ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 05 mars 2026 ;

DECIDE

Article 1 :

De procéder à la vente publique, de la maison d'habitation située chaussée de Ninove, 100 (cadastrée sous la 3ème division, section B, parcelle 939/W d'une superficie de 166 m²) ;

Article 2 :

De fixer le prix de départ de la vente publique à 310.000 EUR ;

Article 3 :

De retirer le bien de la vente publique si le prix atteint est inférieur à l'estimation et, le cas échéant, de poursuivre la procédure par voie de gré à gré.

Article 4 :

D'affecter le produit de la vente à l'article budgétaire 9220/761-60 du budget communal extraordinaire.

De transmettre la présente délibération à l'Autorité de tutelle régionale.

Le point est reporté.

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke eigendommen - Verkoop van een woning gelegen
Ninoofsesteenweg 100 - Wijziging van de verkoopwijze.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien zijn besluit van 25 september 2024 (012/25.09.2024/A/0012):

Artikel 1:

Goedkeuren met de verkoop via onderhandse procedure, met voorafgaande bekendmaking, van het woonhuis, gemeentelijk eigendom, gelegen Ninoofsesteenweg 100 (ingeschreven onder de 3de afdeling, sectie B, perceel 939/W met een oppervlakte van 166 m²) ;

Artikel 2:

De minimumverkoopprijs vast te stellen op 290.000 EUR;

Gezien het advies van het gewestelijk Aankoopcomité van 18 april 2024, waarin de waarde van het onroerend goed wordt geschat op 290.000 EUR;

Overwegende dat het onroerend goed het voorwerp uitmaakte van een onderhandse verkoopprocedure, met voorafgaande bekendmaking op 16 juni 2025 via de verschillende gemeenten;

Overwegende dat er binnen de gestelde termijn, namelijk 14 juli 2025, geen koopaanbod is ingediend;

Overwegende dat op 26 augustus 2025 een nieuwe publicatie is verschenen met een vervaldatum op 30 september 2025;

Overwegende dat er slechts één koopbod is ontvangen, gedateerd 2 september 2025, uitgebracht door SRL BXL CONSULTING FINANCE IMMOBILIERE voor een bedrag van 220.000 EUR;

Overwegende dat het bedrag van het koopbod lager is dan de schatting van het gewestelijk Aankoopcomité;

Overwegende dat de bieder zijn bod rechtvaardigt door de hoge kosten voor het in overeenstemming brengen en de energieverbetering van het onroerend goed (EPC-certificaat F (303 kWh/m²/jaar) te verbeteren, nodige werkzaamheden op het gebied van isolatie, elektriciteit, verwarming, schrijnwerk en dakbedekking);
Overwegende dat de gemeente zich tot het Woningfonds heeft gewend om te informeren of het geïnteresseerd was in de aankoop van het pand en dat het Woningfonds dit heeft afgewezen;
Overwegende dat het in orde brengen van de situatie renovatiewerkzaamheden zou vereisen die te duur zijn voor het gemeentebestuur en daarom niet in de begroting zijn opgenomen;
Overwegende dat de schatting van het gewestelijk Aankoopcomité zijn geldigheidsduur heeft overschreden en dat een nieuwe schatting nodig is;
Gezien de actualisering van de schatting op 16 januari 2026, waarbij de waarde van het pand op 310.000 EUR wordt geraamd;
Overwegende dat het pand gezien de huisvestingscrisis in het Brussels Gewest niet langer leeg mag blijven staan;
Overwegende dat het voor een betere optimalisatie wenselijk is om de onderhandse verkoop te herzien door middel van een openbare verkoop, in overeenstemming met de geldende regelgeving, om transparantie en gelijkheid tussen potentiële kopers te waarborgen;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 maart 2026;

BESLUIT :

Artikel 1:

Over te gaan tot de openbare verkoop van de woning gelegen Ninoofsesteenweg 100 (gekadastraerd onder de 3e afdeling, sectie B, perceel 939/W met een oppervlakte van 166 m²;

Artikel 2:

De startprijs van de openbare verkoop vast te stellen op 310.000 EUR;

Artikel 3:

Het gemeentebestuur te machtigen om het onroerend goed uit de openbare verkoop te halen indien de bereikte prijs lager is dan de schatting en, in voorkomend geval, de procedure onderhands voort te zetten.

Artikel 4:

De opbrengst van de verkoop toe te wijzen aan begrotingsartikel 9220/761-60 van de buitengewone gemeentebegroting.

Deze beslissing door te geven aan de regionale toezichthoudende autoriteit.

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0013

**Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière
Propriétés communales - Avenue De Roovere 9, 1080 Bruxelles - Location d'un espace CASCO au rez-de-chaussée du bâtiment du Centre de Quartier Pythagoras par la société « AZ Nova » - Convention de mise à disposition de local.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 17 mars 2026 décidant de prendre acte de la proposition du jury de sélectionner Monsieur ANDICH Zakarija pour l'occupation de l'espace CASCO à destination HoReCa situé dans le bâtiment « Centre de Quartier Pythagoras » sis Avenue De Roovere 9, 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure une convention de mise à disposition de local entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et Monsieur ANDICH Zakarija administrateur de la société « AZ Nova », dont le numéro d'entreprise est 1034.720.378 et dont l'adresse du siège social est Quai du Commerce 25, 1000 Bruxelles, pour une durée de 9 ans ;
Considérant qu'en vertu de cette convention de mise à disposition de local, le montant du loyer mensuel pour cette location peut être fixé à la somme de 1500,00 EUR et ce à partir du 01 juin 2026 ;
Considérant qu'en vertu de cette convention de mise à disposition de local, Monsieur ANDICH Zakarija effectuera les travaux d'aménagement de l'espace CASCO à ses frais et fera installer en prenant à son nom les compteurs d'eau et d'électricité ;
Considérant que cette convention de mise à disposition de local a été soumise au service des Affaires juridiques ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 09 avril 2026 ;

D E C I D E :

Article 1

D'approuver le projet de bail commercial avec la société « AZ NOVA » (1034.720.378), pour l'occupation et l'aménagement de l'espace CASCO à destination HoReCa situé dans le bâtiment « Centre de Quartier Pythagoras » sis Avenue De Roovere 9, 1080 Molenbeek-Saint-Jean, pour une durée de 9 ans et ce à partir du 01 juin 2026 ;

Article 2

De fixer le montant mensuel du loyer à la somme de 1500,00 EUR ;

Article 3

D'inscrire les recettes à l'article 9220/163-01 (1500,00 EUR loyer) du budget ordinaire 2026.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le point est reporté.

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke eigendommen - De Rooverelaan 9, 1080 Brussel - Verhuur van een CASCO-ruimte op de begane grond van het gebouw van het Wijkcentrum Pythagoras door de vennootschap „AZ Nova“ - Overeenkomst inzake de terbeschikkingstelling van de ruimte.**

DE RAAD,

Gezien de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gezien het besluit van het College van burgemeester en schepenen van 17 maart 2026, waarin wordt besloten kennis te nemen van het voorstel van de jury om de heer ANDICH Zakarija te selecteren voor de exploitatie van de CASCO-ruimte bestemd voor horeca, gelegen in het gebouw „Wijkcentrum Pythagoras“ aan de De Rooverelaan 9, 1080 Sint-Jans-Molenbeek;
Overwegende dat het derhalve wenselijk is een overeenkomst inzake de terbeschikkingstelling van lokalen te sluiten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de heer ANDICH Zakarija, bestuurder van de vennootschap „AZ Nova“, met ondernemingsnummer 1034.720.378 en met

maatschappelijke zetel te Handelskaai 25, 1000 Brussel, voor een duur van 9 jaar;

Overwegende dat krachtens deze overeenkomst inzake de terbeschikkingstelling van ruimten de maandelijkse huurprijs voor deze huur met ingang van 1 juni 2026 kan worden vastgesteld op een bedrag van 1500,00 EUR;

Overwegende dat de heer ANDICH Zakarija krachtens deze overeenkomst inzake de terbeschikkingstelling van ruimten op eigen kosten de inrichtingswerkzaamheden van de CASCO-ruimte zal uitvoeren en de water- en elektriciteitsmeters op zijn naam zal laten installeren;

Overwegende dat deze overeenkomst inzake de terbeschikkingstelling van lokalen is voorgelegd aan de dienst Juridische Zaken;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 april 2026;

BESLUIT:

Artikel 1

De ontwerp-huurovereenkomst met de vennootschap „AZ NOVA“ (1034.720.378), voor het gebruik en de inrichting van de casco-ruimte bestemd voor horeca, gelegen in het gebouw "Centre de Quartier Pythagoras" gezeten De Rooverelaan 9, 1080 Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren voor een duur van 9 jaar, met ingang van 1 juni 2026;

Artikel 2

De maandelijkse huurprijs vast te stellen op 1500,00 EUR;

Artikel 3

De inkomsten op te nemen onder post 9220/163-01 (1500,00 EUR huur) van de gewone begroting 2026.

Dit besluit wordt toegezonden aan de toezichthoudende autoriteit overeenkomstig artikel 7 van het besluit van 14 mei 1998 tot organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0014

Département Finances

Finances - Budget communal de l'exercice 2026 - Arrêt de crédits provisoires pour le 3ème trimestre 2026.

LE CONSEIL,

Considérant que le budget communal de l'exercice 2026 ne sera pas voté par le Conseil communal et approuvé par la tutelle avant le 30 juin 2026 ;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu de voter des crédits provisoires, afin d'assurer la bonne marche de l'administration, conformément à l'article 14 du Règlement Général de la Comptabilité Communale ;

Considérant que ces crédits provisoires ne pourront excéder, par mois, le douzième du crédit budgétaire de l'exercice précédent ;

Considérant que cette restriction n'est pas applicable aux dépenses relatives à la rémunération du personnel communal et au paiement des primes d'assurances et des taxes ;

Considérant que les crédits provisoires ne concernent que les dépenses relatives au budget ordinaire et excluent, de ce fait, l'engagement de dépenses relatives au

budget extraordinaire ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins en date du 7 mai 2026 ;

DECIDE :

Article unique :
D'arrêter les crédits provisoires pour le 3ème trimestre 2026.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le point est reporté.

Departement Financiën
Financiën - Gemeentebegroting van het dienstjaar 2026 - Vaststelling van voorlopige kredieten voor het derde trimester 2026.

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeentebegroting van het dienstjaar 2026 niet aan de Gemeenteraad zal voorgelegd worden voor 30 juni 2026 ;
Overwegende dat het nodig is voorlopige kredieten te stemmen teneinde de goede werking van de gemeente te garanderen, overeenkomstig artikel 14 van het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Comptabiliteit;
Overwegende dat deze voorlopige kredieten mogen, per maand, niet meer bedragen dan een twaalfde van het begrotingskrediet van het vorige dienstjaar;
Overwegende dat deze beperking niet van toepassing is op de uitgaven betreffende de wedden van het gemeentepersoneel en het betalen van verzekeringspremies en belastingen;
Overwegende dat de voorlopige kredieten alleen betrekking hebben op de uitgaven van de gewone dienst en dat hierdoor de uitgaven betreffende de buitengewone dienst niet mogen aangewend worden;
Op voorstel van het College van burgemeester en Schepenen d.d. 7 mei 2026

BESLUIT:

Enig artikel:
Voorlopige kredieten vast te stellen voor het derde trimester 2026.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0015

Département Infrastructures et Développement urbain
Marché public de travaux relatif au remplacement de la cabine haute tension au Château du Karreveld sis à Molenbeek-Saint-Jean - CDC 26.015 - Approbation des documents du marché et fixation des conditions du marché.

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des

marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Considérant qu'il y a lieu de remplacer la cabine haute tension au Château du Karreveld sis à Molenbeek-Saint-Jean ;

Prend connaissance des documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain en collaboration avec le service des Propriétés communales ;

Considérant que conformément à l'article 41 de la loi du 17 juin 2016, une procédure négociée directe avec publication préalable est autorisée pour ce marché de travaux ;

Considérant que la dépense pour le présent marché peut être estimée à 161.200,00 EUR HTVA ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 7620/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2026, sous réserve d'approbation du budget communal 2026 par le Conseil communal et la Tutelle, financés par emprunts ;

DÉCIDE :

Article 1 :

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain en collaboration avec le service des Propriétés communales pour le marché de travaux relatif au remplacement de la cabine haute tension au château du Karreveld sis à Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2 :

De passer le marché de travaux par la procédure négociée directe avec publication préalable conformément à l'article 41 de la Loi du 17 juin 2016 ;

Article 3 :

D'approuver la dépense estimée à 161.200,00 EUR HTVA, sous réserve d'approbation du budget communal 2026 par le Conseil communal et la Tutelle, financés par emprunts.

Le point est reporté.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Overheidsopdracht voor werken betreffende de vervanging van de

hoogspanningscabine in het Karreveldkasteel gelegen te Sint-Jans-Molenbeek -

Bestek 26.015 - Goedkeuring van de documenten van de opdracht en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht.

DE RAAD,

Gezien artikel 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten;

Gezien het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gezien het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gezien het koninklijk besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Overwegende dat de hoogspanningscabine in het Karreveldkasteel, gelegen te

Sint-Jans-Molenbeek, moet worden vervangen;
Neemt kennis van de documenten van de opdracht namelijk het bestek en de bijlagen die hiertoe werden opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling in samenwerking met de dienst Gemeentelijke eigendommen;
Overwegende dat deze opdracht via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking kan gelanceerd worden in overeenstemming met artikel 41 van de wet van 17 juni 2016 ;
Overwegende dat de uitgave voor de huidige opdracht wordt geraamd op 161.200,00 EUR excl. BTW ;
Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn in artikel 7620/724-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2026, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2026 door de Gemeenteraad en de Toezichthoudende overheid, gefinancierd door leningsgelden ;

BESLIST :

Artikel 1 :

De documenten van de opdracht, namelijk het bestek en de bijlagen die door het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling in samenwerking met de dienst Gemeentelijke eigendommen werden opgesteld voor de overheidsopdracht voor werken betreffende de vervanging van de hoogspanningscabine in het Karreveldkasteel gelegen te Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren ;

Artikel 2 :

Deze opdracht voor werken op te starten via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking overeenkomstig artikel 41 van de wet van 17 juni 2016 ;

Artikel 3 :

De uitgave, geraamd op 161.200,00 EUR excl. BTW, god te keuren, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2026 door de Gemeenteraad en de Toezichthoudende overheid, gefinancierd door leningsgelden.

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0016 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Marchés publics - Prise de connaissance des délibérations du Collège - Article 234§3 de la Nouvelle Loi communale.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale (Région de Bruxelles-Capitale) du 4 juin 1988 ;
Vu l'article 234, §3 de la nouvelle loi communale stipulant que "Le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir visé au premier paragraphe pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 EUR. Dans le cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance " ;

EST INFORME DES DECISIONS SUIVANTES DU COLLEGE :

Séance du 09/04/2026 : Service des Marchés Publics - Marché stock de travaux (à bordereau de prix) relatif au placement et à l'entretien des marquages routiers en voirie communale sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour une période de 2 ans - Marché public réalisé par procédure négociée sans publication préalable - Montant estimé de la dépense : 70.000,00 EUR TVAC par an (TVA 21%) à l'article 4230/741/52 du budget extra-ordinaire 2026 et financée à 100% par emprunts.

Séance du 16/04/2026 : Service des Marchés Publics - Marché de services relatif à la désignation d'un auteur de projet (bureau d'études) pour des missions d'études de réaménagement de voiries et d'espaces urbains - CDC 26.004 - Fixation des conditions et

approbation des documents du marché - Marché public réalisé par procédure négociée sans publicité - Montant estimé de la dépense : 134.475,00 EUR HTVA (montant de TVA 21%), soit 162.714,75 EUR TVAC par an à l'article 4211/731-60 du budget extra-ordinaire 2026 et financée par emprunts à 100 %.

Le point est reporté.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Overheidsopdrachten - Kennisname van beraadslagingen van het College -
Artikel 234§3 van de Nieuwe Gemeentewet.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet (Brussels Hoofdstedelijk Gewest) van 4 juni 1988 ;
Gelet op art. 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet dat bepaalt : "het College van Burgemeester en Schepenen is gemachtigd de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief btw geraamd wordt op minder dan 143.000 EUR. In dat geval wordt de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen" ;

WORDT GEÏNFORMEERD OVER DE VOLGENDE COLLEGEBSLUITEN :

Zitting van 09/04/2026 : Dienst Overheidsopdrachten – Stockopdracht voor werken (tegen prijslijst) betreffende de plaatsing en het onderhoud van de wegmarteringen op de gemeentelijke wegen op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor een periode van twee jaar – Overheidsopdracht geplaatst via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Geraamd bedrag van de uitgave : 70.000,00 EUR Incl. BTW per jaar (BTW 21%) op artikel 4230/741/52 van de buitengewone begroting 2026 en voor 100% door leningen gefinancierd.

Zitting van 16/04/2026 : Dienst Overheidsopdrachten – Overheidsopdracht voor diensten betreffende de aanstelling van een ontwerper (studiebureau) voor studieopdrachten inzake de herinrichting van wegen en stedelijke ruimten – Bestek 26.004 – Vaststelling van de voorwaarden en goedkeuring van de opdrachtdocumenten– Overheidsopdracht geplaatst via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Geraamd bedrag van de uitgave : 134.475,00 EUR excl. btw (BTW 21%), hetzij 162.714,75 EUR incl. btw per jaar op artikel 4211/731-60 van de buitengewone begroting 2026 en voor 100% door leningen gefinancierd.

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0017

Département Infrastructures et Développement urbain
Marchés publics - Marché de services relatif à la location, l'implémentation et la maintenance d'un logiciel/d'une plateforme digitale de gestion administrative, financière et de communication des frais scolaires et extrascolaires des écoles communales (fr et nl) molenbeekoises ainsi que des inscriptions scolaires des écoles communales francophones de la commune de Molenbeek-Saint-Jean -
Fixation et approbation des conditions du marché, du mode de passation, du cahier des charges et ses annexes.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;
Considérant qu'il y a lieu de lancer un marché de services relatif à la location, l'implémentation et la maintenance d'un logiciel/d'une plateforme digitale de gestion administrative, financière et de communication des frais scolaires et extrascolaires des écoles communales (fr et nl) molenbeekoises ainsi que des inscriptions scolaires des écoles communales francophones de la commune de Molenbeek-Saint-Jean;
Vu les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes ;
Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 288.512,00 EUR HTVA, soit 349.100,00 EUR TVAC;
Considérant qu'il est proposé de passer le marché par la procédure concurrentielle avec négociation ;
Considérant que conformément à l'article 38, § 1, 1° d) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, une procédure concurrentielle avec négociation est autorisée pour ce marché de services ;
Considérant que ce marché est conclu pour une période allant de fin 2026 à fin août 2031;
Considérant que les crédits permettant cette dépense seront prévus aux articles suivants : 7220/123/13, 7222/123/13 et 7610/123/13 du budget ordinaire de l'exercice 2026 et des exercices suivants, sous réserve de l'approbation du budget communal 2026 et suivants par le Conseil Communal et l'autorité de Tutelle ;

D E C I D E:

Article 1:

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et les annexes pour le marché de services relatif à la location, l'implémentation et la maintenance d'un logiciel/d'une plateforme digitale de gestion administrative, financière et de communication des frais scolaires et extrascolaires des écoles communales (fr et nl) molenbeekoises ainsi que des inscriptions scolaires des écoles communales francophones de la commune de Molenbeek-Saint-Jean;

Article 2:

De passer ce marché de services par la procédure concurrentielle avec négociation conformément à l'article 38, § 1, 1° d) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Article 3:

D'approuver la dépense pour ce marché estimée à 288.512,00 EUR HTVA, soit 349.100,00 EUR TVAC, dont les crédits nécessaires seront prévus aux articles 7220/123/13, 7222/123/13 et 7610/123/13 du budget ordinaire de l'exercice 2026 et des exercices suivants, sous réserve de l'approbation du budget communal 2026 et suivants par le Conseil Communal et l'autorité de Tutelle.

Le point est reporté.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Overheidsopdrachten - Opdracht voor diensten met betrekking tot de huur, de implementatie en het onderhoud van software/van een digitaal platform voor het administratieve, financiële en communicatieve beheer van de school- en buitenschoolse kosten van de gemeentelijke scholen (frans- en nederlandstalig) in Molenbeek, alsook voor de inschrijvingen bij de franstalige gemeentelijke scholen van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek - Vaststelling en goedkeuring van

de voorwaarden van de opdracht, van de gunningswijze, van het bestek en de bijlagen.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet ;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten ;
Gelet op het Koninklijk besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 ;
Gelet op het Koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 2018 tot wijziging van verschillende koninklijke besluiten inzake overheidsopdrachten en concessies, en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde werken, leveringen, diensten en concessies ;
Overwegende dat het noodzakelijk is om een opdracht voor diensten met betrekking tot de huur, de implementatie en het onderhoud van software/van een digitaal platform voor het administratieve, financiële en communicatieve beheer van de school- en buitenschoolse kosten van de gemeentelijke scholen (frans- en nederlandstalig) in Molenbeek, alsook voor de inschrijvingen bij de franstalige gemeentelijke scholen van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, te lanceren;
Gezien de documenten van de opdracht, namelijk het bestek en de bijlagen ;
Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht 288.512,00 EUR exclusief btw bedraagt, hetzij 349.100,00 EUR inclusief btw;
Overwegende dat wordt voorgesteld om de opdracht te plaatsen via een mededingingsprocedure met onderhandeling;
Overwegende dat overeenkomstig artikel 38, § 1, 1° d) van de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten, een mededingingsprocedure met onderhandeling is toegestaan voor deze opdracht voor diensten;
Overwegende dat deze opdracht wordt gesloten voor een periode gaande van eind 2026 tot eind augustus 2031;
Overwegende dat de nodige kredieten voor deze uitgave zullen voorzien worden in de volgende artikelen: 7220/123/13, 7222/123/13 en 7610/123/13 van de gewone begroting van het dienstjaar 2026 en van de volgende dienstjaren, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting 2026 en volgende door de gemeenteraad en de toezichthoudende overheid ;

BESLUIT :

Artikel 1

De documenten van de opdracht goed te keuren, namelijk het bestek en de bijlagen voor de opdracht voor diensten met betrekking tot de huur, de implementatie en het onderhoud van software/van een digitaal platform voor het administratieve, financiële en communicatieve beheer van de school- en buitenschoolse kosten van de gemeentelijke scholen (frans- en nederlandstalig) in Molenbeek, alsook voor de inschrijvingen bij de franstalige gemeentelijke scholen van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Artikel 2

Deze opdracht voor diensten te gunnen via een mededingingsprocedure met onderhandeling overeenkomstig artikel 38, § 1, 1° d) van de wet van 17 juni 2016;

Artikel 3

De uitgave voor deze opdracht, geraamd op 288.512,00 EUR excl BTW, ofwel 349.100,00 EUR inclusief btw, goed te keuren, waarvoor de nodige kredieten zullen voorzien worden in de artikelen 7220/123/13, 7222/123/13 en 7610/123/13 van de gewone begroting van het dienstjaar 2026 en van de volgende dienstjaren, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting 2026 en volgende door de gemeenteraad en de toezichthoudende overheid.

Het punt wordt verdaagd.

Jeunesse - Processus de réinstauration du Conseil des jeunes - Cadre général.

LE CONSEIL,

Vu la déclaration générale portant sur les politiques de jeunesse pour la mandature 2024-2030, il est prévu l'organisation et la mise en place d'un Conseil des jeunes.

Considérant la volonté de faire du Service jeunesse un service de première ligne qui agit sur le terrain en collaboration avec les organisations de jeunesse, de cohésion sociale, de culture, d'enseignement et de prévention ;

Considérant que le Service jeunesse, dans ses missions, poursuivra son soutien aux groupes de jeunes dans la réalisation de leurs projets (associatifs, citoyens, sportifs et/ou culturels).

Considérant que le Service jeunesse mènera une analyse concertée avec tous les acteurs susmentionnés pour mieux comprendre leurs besoins et attentes ;

Considérant que cette analyse s'est nourrie des expériences précédemment et tenant compte des évaluations et des actions qui ont pu être menées ;

Considérant qu'un soutien au Conseil des jeunes sera mis en place en lui attribuant un budget participatif celui-ci faisant partie intégrante des budgets initiaux du service, pour encourager ses initiatives et projets, ce conseil doit être un véritable outil d'expression et de participation citoyenne, travaillant en étroite collaboration avec les maisons de jeunes, maisons de quartier, associations et acteurs culturels pour valoriser des projets et actions.

Considérant après analyse des modalités ci-dessous permettant la réinstauration du Conseil des jeunes ;

Considérant la note élaborant les contours de l'organisation, en incluant les aspects liés à la temporalité opérationnelle, rédigée comme suit:

1. Etapes préalables

- L'appel à candidature pour le Conseil des jeunes sera précédé d'une courte consultation en ligne. Celle-ci aura pour but de récolter des données permettant de mesurer les centres d'intérêt du public cible.
- Cette approche participative permettra de puiser de l'inspiration dans les éléments prioritaires et les points d'attention qui orienteront la réflexion, les premières orientations ainsi que les sujets abordés ou construire les projets par le futur conseil des jeunes et ses éventuelles commissions ;
- Cette consultation renforcera la promotion pour la constitution d'un nouveau Conseil de jeunes et ainsi mobiliser les futur•e•s candidat•e•s.
- La consultation en ligne servira également de support à une rencontre associant le secteur associatif et des jeunes (qui seront invités lors la consultation en ligne) en vue d'échanges et d'approfondissement de la réflexion. Les anciens membres des conseils précédents seront associés à un moment spécifique du processus.
- La consultation aura lieu durant le premier trimestre 2026. Un traitement des résultats sera assuré et une communication sera faite.

2. Public Cible et Conditions d'éligibilité

- Age : 15 à 23 ans.
- Parité : l'objectif tendra à une parité parfaite (c.à.d. 50/50) du point du vue du genre.
- Représentativité territoriale : effective du point de vue territorial. (Lieux de résidence subdivisés en 4 quartiers : Centre, Maritime, Zone sud-ouest, Karreveld)
- Désignation : tirage au sort.
- Bilinguisme : une attention permanente portera sur le bilinguisme.

- Résident•e•s molenbeekois•e•s

3. Nombre de membres :

- 45 représentant•e•s, à l'image du nombre de personnes siégeant au conseil communal. Du point de vue fonctionnel, les membres se réuniront en plénière et/ou en commissions thématiques suivants les intérêts spécifiques de chaque membre impliqué.
- Une réserve pourrait être constituée pour assurer le nombre de 45 membres. Il pourrait faire appel aux candidat•e•s non-repris•e•s au sort lors de la première désignation.
- Exercice de mandat : à titre gratuit

4. Durée et déroulement du mandat :

- La durée du mandat est de deux ans et six mois maximum. Le Service jeunesse en assure l'accompagnement méthodologique.
- La première année est dévolue à la formation du groupe, son organisation, éventuellement la mise en place des commissions, etc...
- En fin de première année, un rapport d'activités sera présenté au Conseil communal par le conseil des jeunes. Il fera l'état des lieux des initiatives développées et ses perspectives.
- La seconde année sera organisée autour de la réalisation d'un projet collectif qui a une portée locale et/ou supra-locale, en fonction des thématiques retenues et des formations travaillées la première année. Celui-ci sera soumis à l'approbation du Collège qui assurera via le service jeunesse (accompagnement méthodologique, budget participatif, mise à disposition d'infrastructures, ...).
- En fin de mandat, le Conseil présentera le résultat de son projet collectif au conseil communal.
- Afin de permettre l'avènement d'un nouveau conseil des jeunes, un temps d'évaluation est organisé dans un délai maximal de 6 mois après la deuxième année de mandat.
- Les membres du Conseil des jeunes devront adhérer à un règlement d'ordre intérieur, proposé par le Collège, dans lequel seront intégrés des éléments internes de fonctionnement, des règles déontologiques et éthiques.
- L'appel à candidatures sera lancé courant deuxième trimestre 2026. Les débuts des travaux du conseil seront précédés d'un moment officiel d'installation de l'organe devant le conseil communal.

DECIDE :

Article 1

D'approuver la note "Processus de réinstauration du Conseil des jeunes"

Article 2

D'autoriser la création de supports spécifiques (tels que logo, une page Instagram, un site Internet, ...) en lien avec la démarche et afin de s'assurer une meilleure promotion de la dynamique participative escomptée, en prenant en charge les frais y afférents

La présente sera transmise aux services de la communication, des finances et de l'imprimerie.

Le point est reporté.

Directie Preventie

Jeugd - Procedure voor de herinvoering van de Jeugdraad - Algemeen kader.

DE RAAD,

Gezien de algemene verklaring inzake het jeugdbeleid voor de ambtstermijn 2024-2030, is voorzien in de organisatie en oprichting van een Jeugdraad.

Overwegende dat de Jeugddienst een eerstelijnsdienst moet worden die in het veld actief is in samenwerking met organisaties op het gebied van jeugd, sociale cohesie, cultuur, onderwijs en preventie;

Overwegende dat de Jeugddienst, in het kader van zijn taken, zijn steun aan jongerengroepen bij de uitvoering van hun projecten (verenigings-, burger-, sport- en/of culturele projecten) zal voortzetten.

Overwegende dat de Jeugddienst een gezamenlijke analyse zal uitvoeren met alle bovengenoemde actoren om hun behoeften en verwachtingen beter te begrijpen;

Overwegende dat deze analyse is gebaseerd op eerdere ervaringen en rekening houdt met de evaluaties en de maatregelen die zijn genomen;

Overwegende dat er steun aan de Jeugdraad zal worden verleend door deze een participatief budget toe te kennen dat integraal deel uitmaakt van de oorspronkelijke begrotingen van de dienst, teneinde de initiatieven en projecten ervan aan te moedigen; deze raad moet een echt instrument voor burgerparticipatie en meningsuiting zijn, dat nauw samenwerkt met jeugdhuisen, wijkhuizen, verenigingen en culturele actoren om projecten en acties te valoriseren.

Overwegende dat na analyse van de onderstaande modaliteiten de Jeugdraad opnieuw kan worden ingesteld;

Overwegende de nota waarin de contouren van de organisatie worden uitgewerkt, met inbegrip van de aspecten met betrekking tot de operationele tijdsduur, als volgt opgesteld:

1. Voorbereidende stappen

- De oproep tot kandidaatstelling voor de Jeugdraad wordt voorafgegaan door een korte online-raadpleging. Deze heeft tot doel gegevens te verzamelen waarmee de interesses van de doelgroep in kaart kunnen worden gebracht.
- Deze participatieve aanpak zal het mogelijk maken om inspiratie te putten uit de prioriteiten en aandachtspunten die richting zullen geven aan de reflectie, de eerste beleidslijnen en de behandelde onderwerpen, of om projecten op te zetten door de toekomstige Jeugdraad en zijn eventuele commissies;
- Deze raadpleging zal de promotie voor de oprichting van een nieuwe Jeugdraad versterken en zo toekomstige kandidaten mobiliseren.
- De online raadpleging zal ook dienen als basis voor een bijeenkomst waarbij de verenigingssector en jongeren (die tijdens de online raadpleging zullen worden uitgenodigd) samenkomen om van gedachten te wisselen en de discussie te verdiepen. Voormalige leden van eerdere raden zullen op een specifiek moment in het proces worden betrokken.
- De raadpleging vindt plaats in het eerste kwartaal van 2026. De resultaten zullen worden verwerkt en er zal hierover worden gecommuniceerd.

2. Doelgroep en toelatingsvoorwaarden

- Leeftijd: 15 tot 23 jaar.
- Gendergelijkheid: er wordt gestreefd naar volledige gendergelijkheid (d.w.z. 50/50).
- Territoriale vertegenwoordiging: effectief vanuit territoriaal oogpunt. (Woonplaatsen onderverdeeld in 4 wijken: Centrum, Maritiem, Zuidwest, Karreveld)
- Selectie: loting.
- Tweektaligheid: er zal voortdurend aandacht worden besteed aan tweektaligheid.
- Inwoners van Molenbeek

3. Aantal leden:

- 45 vertegenwoordigers, net als het aantal leden van de gemeenteraad. Functioneel gezien zullen de leden bijeenkomen in de plenaire vergadering en/of in thematische commissies, afhankelijk van de specifieke belangen van elk betrokken lid.
- Er zou een reserve kunnen worden aangelegd om het aantal van 45 leden te garanderen. Hierbij zou een beroep kunnen worden gedaan op kandidaten die bij de eerste benoeming niet door de loting zijn geselecteerd.
- Uitoefening van het mandaat: op vrijwillige basis

4. Duur en verloop van het mandaat:

- De duur van het mandaat bedraagt maximaal twee jaar en zes maanden. De Jeugddienst zorgt voor de methodologische begeleiding.
- Het eerste jaar is gewijd aan de vorming van de groep, de organisatie ervan, eventueel de oprichting van commissies, enz.
- Aan het einde van het eerste jaar zal de jeugdraad een activiteitenverslag voorleggen aan de gemeenteraad. Daarin wordt een stand van zaken gegeven van de ontwikkelde initiatieven en de vooruitzichten.
- Het tweede jaar zal worden georganiseerd rond de uitvoering van een collectief project met een lokale en/of bovenlokale reikwijdte, afhankelijk van de gekozen thema's en de opleidingen die in het eerste jaar zijn gevolgd. Dit project zal ter goedkeuring worden voorgelegd aan het College, dat via de Jeugddienst (methodologische begeleiding, participatief budget, terbeschikkingstelling van infrastructuur, ...) de nodige ondersteuning zal bieden.
- Aan het einde van de ambtstermijn zal de Raad de resultaten van zijn gezamenlijke project aan de gemeenteraad voorleggen.
- Om de vorming van een nieuwe Jeugdraad mogelijk te maken, wordt er uiterlijk zes maanden na het tweede jaar van de ambtstermijn een evaluatiemoment georganiseerd.
- De leden van de Jeugdraad moeten zich houden aan een huishoudelijk reglement, voorgesteld door het College, waarin interne werkingselementen, deontologische en ethische regels zijn opgenomen.
- De oproep tot kandidaatstelling zal in de loop van het tweede kwartaal van 2026 worden gelanceerd. Voorafgaand aan de start van de werkzaamheden van de raad zal er een officieel moment plaatsvinden waarop het orgaan voor de gemeenteraad wordt geïnstalleerd.

BESLUIT:

Artikel 1

De nota "Procedure voor de heroprlichting van de Jeugdraad" goed te keuren

Artikel 2

De creatie van specifiek materiaal (zoals een logo, een Instagram-pagina, een website, ...) in verband met het initiatief toe te staan, teneinde een betere promotie van de beoogde participatieve dynamiek te waarborgen, waarbij de daarmee gepaard gaande kosten worden gedragen

Dit document wordt doorgestuurd naar de afdelingen Communicatie, Financiën en de Drukkerij.

Het punt wordt verdaagd.

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Question orale déposée par Madame Garcia Fernandez,
Conseillère communale MR, relative aux bénévoles en contact avec les mineurs
dans les écoles.

Mesdames et Messieurs les membres du Collège communal,

À la page 23 du dernier Molenbeek Info, il est fait la promotion de l'initiative des « Aidants Bénévoles Scolaires », ouverte à toute personne de plus de 18 ans souhaitant apporter son aide dans les écoles.

L'initiative paraît positive et généreuse sur le principe. Toutefois, elle soulève aussi des questions importantes en matière de sécurité et de protection des enfants.

Le texte indique qu'« il suffit d'avoir 18 ans » et que chacun peut s'engager, sans qualification particulière.

Or, lorsqu'il s'agit d'activités en contact direct avec des mineurs dans le cadre scolaire, il est essentiel de prévoir des garanties sérieuses afin d'éviter tout risque d'abus, d'influence malsaine ou de comportements inappropriés.

Dès lors, ma question est la suivante :

Quels sont les mécanismes de contrôle et de sélection prévus pour les personnes qui interviennent dans les écoles via ce dispositif ?

La production d'un extrait de casier judiciaire modèle 2 destiné aux activités en contact avec des mineurs est-elle obligatoire ?

Une vérification, un encadrement ou une formation minimale sont-ils prévus avant toute intervention auprès des enfants ?

Enfin, quelles mesures concrètes la commune et les écoles partenaires mettent-elles en place pour garantir la sécurité physique, psychologique et morale des élèves ?

Il est indispensable que la volonté d'ouvrir l'école à des bénévoles s'accompagne de garanties strictes afin que seuls des citoyens réellement bienveillants et dignes de confiance puissent intervenir auprès des enfants.

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria Garcia Fernandez

Le point est reporté.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Mondelinge vraag ingediend door mevrouw Garcia Fernandez, Gemeenteraadslid MR, betreffende de vrijwilligers in contact met minderjarigen in de scholen.**

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0020 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Question orale déposée par Madame Garcia Fernandez, Conseillère communale MR, relative à l'absence de désignation d'un représentant de Molenbeek au sein de la Société Coopérative Intercommunale de Crémation.**

Mesdames, Messieurs les membres du collège,

En parcourant les annexes du Moniteur belge relatives à la Société Coopérative Intercommunale de Crémation, publiées en août 2025, on découvre que toutes les communes associées ont procédé à la désignation ou au renouvellement de leurs représentants... sauf Molenbeek-Saint-Jean, pour laquelle il est indiqué noir sur blanc :

« pas reçu de désignation ».

C'est tout de même interpellant.

Parce qu'au-delà du caractère administratif, cette intercommunale prend des décisions concrètes : gestion du crématorium, investissements, tarifs, orientations budgétaires et qualité du service rendu aux familles. Autrement dit, lorsqu'une commune ne désigne personne, elle choisit de ne pas avoir de voix autour de la table.

Ma question est donc simple :

Comment le Collège explique-t-il que Molenbeek ait été absente de cette désignation officielle alors que les autres communes ont, elles, rempli leurs obligations ?

S'agit-il : d'un oubli, d'un dysfonctionnement administratif, d'un manque d'intérêt pour cette intercommunale, ou plus simplement d'un Collège trop désorganisé pour assurer correctement la représentation de la commune ?

Merci pour vos réponses.

Gloria Garcia Fernandez

Le point est reporté.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Mondelinge vraag ingediend door mevrouw Garcia Fernandez, Gemeenteraadslid MR, betreffende het uitblijven van de aanstelling van een vertegenwoordiger van Molenbeek binnen de Intercommunale Coöperatieve Vennootschap voor Crematie.**

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0021

**Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Question orale déposée par Monsieur Zibouh, Conseiller communal TFA, relative à l'impact social de la politique de stationnement à Molenbeek-Saint-Jean.**

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins, chers collègues,

« 10 euros et 58 centimes. »

C'est par ce chiffre, précis et implacable, que je souhaite ouvrir mon intervention. Ce n'est pas le prix d'un luxe, c'est le montant qu'un citoyen doit désormais déboursier pour seulement deux heures de stationnement afin de rendre visite à ses parents ici, à Molenbeek.

Je me fais aujourd'hui l'écho fidèle d'une interpellation citoyenne reçue sur les réseaux sociaux. Ce citoyen, dont je rapporte ici les mots sans qu'ils ne soient les miens, exprime un sentiment de rupture profonde. Il décrit une majorité — je cite — « **PS-PTB-MAMA** » qui, selon ses termes, semble plus prompte à donner des leçons de justice sociale qu'à gérer les problèmes concrets de ceux qu'il appelle les « vrais Molenbeekois ».

Il affirme que les citoyens qui travaillent et qui ont grandi dans nos quartiers ont l'impression d'être devenus des « **vaches à lait** ». Plus inquiétant encore, il souligne que toute critique de cette gestion est systématiquement balayée par des qualificatifs de « **populiste** », de « **réac** » ou de « **pro MR** », alors qu'il ne s'agit pour lui que de simple bon sens et de respect pour le portefeuille des familles.

Une commune ne peut se gérer uniquement par des postures morales ; elle doit se gérer en respectant le lien social et la réalité financière de ses administrés. Dès lors, je vous adresse les questions suivantes :

- **Prise en compte des critiques** : Comptez-vous prendre en considération ces retours directs des citoyens pour trouver des solutions qui ne pénalisent plus les visites familiales ?
- **Révision tarifaire** : La majorité est-elle prête à revoir ses positions concernant ces tarifs de stationnement que certains de nos habitants jugent absurdes et déconnectés de la réalité ?
- **Évolution de la position** : Au-delà des slogans, quelles mesures concrètes comptez-vous prendre pour que les Molenbeekois ne se sentent plus punis lorsqu'ils circulent ou reçoivent leurs proches dans leur propre commune ?

Je vous remercie.

Hamza Zibouh

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Mondelinge vraag ingediend door de heer Zibouh,
Gemeenteraadslid TFA, betreffende de sociale impact van het parkeerbeleid in
Sint-Jans-Molenbeek.

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0022 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Question orale déposée par Monsieur Milis, Conseiller
communal MR, relative à la révision globale des services de téléphonie mobile
pris en charge par l'Administration communale.

Il a récemment été communiqué aux membres du personnel communal bénéficiant d'un abonnement GSM pris en charge par la Commune qu'une révision globale des services de téléphonie mobile allait être menée, avec suspension annoncée des abonnements existants et introduction d'une procédure de réactivation sur base d'une demande motivée.

Cette décision suscite de nombreuses interrogations au sein du personnel concerné, notamment concernant les critères retenus pour maintenir ou supprimer certains abonnements professionnels, alors que plusieurs agents doivent rester joignables dans le cadre de leurs fonctions, y compris en dehors des heures de service.

Dès lors, le Collège peut-il préciser les motivations de cette réforme, les critères objectifs qui seront appliqués pour l'octroi ou le maintien des abonnements GSM professionnels, ainsi que les garanties prévues afin d'assurer un traitement équitable des demandes introduites par les agents ?

Merci pour vos réponses.

Didier Milis

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Mondelinge vraag ingediend door de heer Milis, MR-
Gemeenteraadslid, betreffende de globale herziening van de mobiele
telefoniediensten ten laste van het Gemeentebestuur.

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0023 **Département Services généraux et Démographie**

Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Chehade, Conseiller communal MR, en soutien au peuple libanais.

Motion de soutien au peuple libanais

Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean

Considérant :

les événements dramatiques et les conflits qui touchent actuellement le Liban ;

les nombreuses victimes civiles, les déplacés et les souffrances humaines causées par la guerre ;

les liens humains, culturels et historiques existants entre la Belgique, Bruxelles et la communauté libanaise ;

les valeurs de solidarité, de paix et de respect des peuples défendues par la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Le Conseil communal demande :

Que le drapeau libanais soit hissé temporairement sur le bâtiment de la maison communale comme symbole de solidarité avec le peuple libanais ;

Qu'un message officiel de soutien, de paix et de solidarité soit publié par la commune à destination du peuple libanais et de toutes les victimes civiles de la guerre ;

Que la commune réaffirme son attachement aux valeurs de paix, de dialogue entre les peuples et de protection des populations civiles.

Message proposé :

« La commune de Molenbeek-Saint-Jean exprime son soutien et sa solidarité envers le peuple libanais face aux souffrances causées par la guerre. Nos pensées vont aux victimes civiles, aux familles touchées et à tous ceux qui aspirent à la paix, à la sécurité et à la dignité humaine. »

Mohamad Chehade

Le point est reporté.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door de heer Chehade,
Gemeenteraadslid MR, ter ondersteuning van het Libanese volk.**

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0024 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Motion déposée par les groupes PTB, PS et MAMA pour
la préservation de repas scolaires complets, gratuits, sains et durables pour les
enfants de Molenbeek.**

LE CONSEIL,

Considérant que suite au succès croissant d'appels à projets "repas complets gratuits" initiés à partir de 2018 dans les écoles fondamentales les plus précaires de Wallonie et Bruxelles, un décret a été voté le 19 octobre 2023^[1] permettant une politique plus structurelle de financement de repas complets, gratuits, sains et durables dans les écoles fondamentales ordinaires relevant de l'encadrement différencié, et les écoles fondamentales spécialisées ; que ce projet permettait aux écoles accueillant les enfants les plus défavorisés de leur permettre de bénéficier, sans frais à charge de leurs parents, de repas de qualité, variés et équilibrés chaque jour d'école ; qu'en 2025-2026, 429 implantations scolaires étaient entrées dans le dispositif^[2] ;

Considérant que ce décret a été adopté dans un contexte d'accroissement de la pauvreté des familles ayant de graves répercussions sur la précarité alimentaire touchant leurs enfants, et qu'il faisait mention d'études établissant que "24% des parents éprouvent des difficultés à nourrir leurs enfants" ^[3] ;

Considérant que 13,9 % des enfants belges de 6 à 11 ans sont en situation de privation matérielle sévère, qu'un parent sur 5 d'enfants de 3 à 9 ans n'a pas les moyens d'offrir une alimentation saine et équilibrée à ses enfant^[4] ; qu'en 2026 en Wallonie, une mère sur sept se prive parfois de manger à sa faim pour que son enfant puisse s'alimenter^[5] ;

Considérant l'impact d'une alimentation scolaire saine sur la santé et le bien-être des enfants, tant en termes de santé mentale (gestion des émotions, capacités de concentration) que physique (réduction de l'obésité, acquisition d'habitudes alimentaires plus saines) ;

Considérant que Sciensano a publié en juin 2025 les résultats d'une enquête alimentaire montrant qu'en Belgique, l'alimentation des enfants n'est pas en adéquation avec les recommandations en vigueur^[6] ;

Considérant par ailleurs l'impact essentiel d'une alimentation scolaire de qualité et accessible sur les conditions d'apprentissage des enfants ; le décret expliquant que "les enfants qui n'ont pas accès à une alimentation suffisante et saine, n'ont pas l'énergie nécessaire pour se concentrer pendant les heures de cours" ; le décret rapportant qu' "il est constaté sur le terrain par des professeurs de la Communauté française que des enfants s'endorment en classe notamment car ils ne sont pas suffisamment bien nourris" ; le décret rappelant que "la nutrition modifie les performances scolaires pendant les années formatrices et peut altérer le mode de vie d'un enfant. Ce manque d'énergie pour apprendre et étudier se fait évidemment ressentir sur les résultats scolaires des élèves issus de familles précarisées en Communauté française"^[7] ;

Considérant que la qualité nutritionnelle de l'alimentation fournie au travers de ce dispositif permettait non seulement aux enfants concernés de ne plus apprendre le ventre vide, mais aussi de recevoir une alimentation saine, équilibrée, diversifiée et de qualité ;

Considérant que ces projets, organisés dans les écoles accueillant les publics les plus défavorisés, étaient à même d'amener une réponse ciblée et efficace ;

Considérant que le dispositif passe par une production locale de l'alimentation fournie aux élèves, ce qui permet par ailleurs un soutien et des débouchés importants à

nos agriculteurs wallons engagés dans des pratiques respectueuses de l'environnement et qui renforcent la résilience de nos territoires ; que les denrées sont transformées dans des légumeries, et les repas sont préparés par des cuisines de collectivités - autant de structures pourvoyeuses d'emplois locaux ; que par là, le dispositif est également bénéfique pour le développement territorial de nos régions ;

Considérant qu'une étude menée par le HIVA - KULeuven pour le compte de la Fondation Roi Baudouin a mis en évidence l'impact social du décret repas scolaires chauds, gratuits, sains et durables, ce dispositif permettant de réduire l'insécurité alimentaire des enfants, de renforcer leur bien-être, de développer le savoir-vivre dans les écoles, et d'améliorer la concentration des élèves^[8] ;

Considérant les récentes déclarations à ce sujet de Valérie Glatigny, Ministre de l'Education, assumant que *"l'égalité des chances passe évidemment par la gratuité des repas"* et le soulignant comme l'un des éléments ressortant de l'étude HIVA - KULeuven^[9] ;

Considérant que ce décret a été abrogé par un décret programme du 17 décembre 2025^[10], que le budget de 21,4 millions € affecté à cette politique a été supprimé, qu'en contrepartie de cette suppression, la possibilité a été ouverte aux écoles d'utiliser les moyens de fonctionnement complémentaires de l'encadrement différencié pour financer des repas "sains et durables" qui ne doivent plus être nécessairement ni complets ni gratuits, mais que les 8,2 millions € qui ont été ajoutés à ces moyens de fonctionnement complémentaires de l'encadrement différencié^[11], dont 760 établissements scolaires sont bénéficiaires, ne permettent pas d'assurer la viabilité des projets existants^[12] ;

Considérant que le décret a également voté des mesures transitoires mettant fin anticipativement aux projets dans lesquels des écoles s'étaient engagées pour une durée de 5 années^[13] ;

Considérant de ce fait que les repas scolaires organisés jusqu'ici dans ces écoles sont en danger ;

Considérant que l'article 24 de la Convention internationale relative aux droits de l'Enfant reconnaît *"le droit de l'enfant de jouir du meilleur état de santé possible"* ce qui implique la lutte contre *"la malnutrition"* et *"la fourniture d'aliments nutritifs"* ; et que son article 27 reconnaît à tout enfant le droit *"à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social"* et qu'il énonce que les Etats *"adoptent les mesures appropriées [pour] mettre en oeuvre ce droit (...) et offrent, en cas de besoin, une assistance matérielle et des programmes d'appui, notamment en ce qui concerne l'alimentation"*^[14] ;

Considérant que l'article 24 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne reconnaît que *"les enfants ont droit à la protection et aux soins nécessaires à leur bien-être"* et que *"l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale"* dans tous les actes relatifs aux enfants^[15] ;

Considérant que l'article 17 de la Charte sociale européenne révisée engage les Etats à assurer aux enfants et aux adolescents *"les soins, l'assistance, l'éducation et la formation dont ils ont besoin, notamment en prévoyant la création ou le maintien d'institutions ou de services adéquats et suffisants à cette fin"*^[16] ;

Considérant que l'article 7 de la Garantie européenne pour l'enfance, dans laquelle s'est engagée la Belgique, fait de la fourniture d'au moins repas sain par jour d'école à tous les enfants dans le besoin, c'est-à-dire tous les enfants exposés au risque de pauvreté et d'exclusion sociale, un de ses objectifs phares^[17] ;

Considérant que la Fédération Wallonie-Bruxelles a inscrit le projet de cantines scolaires permettant l'offre de repas gratuits de qualité nutritionnel à base de produit locaux dans des écoles fondamentales spécialisées ou de l'encadrement différencié comme la réalisation communautaire française de cet engagement européen^[18], que le projet "repas complets gratuits, sains et durables" a ainsi été inscrit tant dans le plan d'action national que les rapports bisannuels de suivi de la mise en œuvre de cette Garantie, que le vote du décret permettant une extension du dispositif est rapporté dans le rapport biennal 2024 de suivi de l'implémentation de la Garantie^[19] ;

Considérant que de très nombreuses organisations ont multiplié les inquiétudes et prises de position suite au définancement de la politique d'alimentation scolaire ; en ce compris la Ligue des familles, Ecole à table, le Délégué général aux droits de l'enfant, la FAPEO, l'UFAPEC, le MOC, les organisations syndicales des personnels de l'enseignement, les réseaux et associations de lutte contre la pauvreté, la Société scientifique de médecine générale, la Mutualité chrétienne^[20], Solidaris, la Fédération des maisons médicales^[21] ;

Considérant les inquiétudes formulées par une centaine de directions d'écoles concernées par le biais de diverses prises de positions publiques^{[22][23]} ;

Considérant que les inquiétudes et prises de position se sont également multipliées chez nos agriculteurs wallons et dans le secteur de la production alimentaire saine à destination des écoles avec des interventions de la FUGEA, de l'Union Nationale des Agriculteur.ice.s bio de Wallonie, des ceintures alimentaires, de FIAN Belgium, mais aussi d'opérateurs économiques de la transformation alimentaire et des cuisines collectives^[24] ;

Considérant que la ville de Molenbeek est impliquée dans ce projet avec 9 implantations scolaires,

Pour ces motifs, le Conseil communal de Molenbeek:

1. **Exprime** son opposition à la décision de la Fédération Wallonie-Bruxelles de supprimer le décret "repas complets, gratuits, sains et durables" à destination des écoles les plus défavorisées et de définancer cette politique
2. **Réaffirme** l'importance d'une alimentation scolaire de qualité qui soit concrètement accessible aux enfants sans discrimination, et donc a fortiori de l'organisation d'une offre de repas complets gratuits, sains et durables dans les écoles concernées
3. **S'inquiète** de l'absence de concertation menée dans le cadre de cette décision, laquelle a été menée sans vérification auprès des écoles ou des Pouvoirs organisateurs de la viabilité, pour les projets de repas scolaires, des économies décidées
4. **Souligne** que les écoles concernées n'ont été averties qu'en avril d'une décision esquissée en octobre et votée en décembre,
5. **Rappelle** que les projets de repas scolaires nécessitent des investissements parfois conséquents et se déploient sur le temps long,

6. **Exhorte** le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles d'assurer, pour la rentrée scolaire prochaine, la viabilité des projets existants, dans les 429 écoles bénéficiaires, et a fortiori, d'assurer que les projets dans lesquels les écoles avaient été engagées pour 5 ans puissent se poursuivre jusqu'à leur terme,
7. **Appelle** le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le gouvernement wallon et le gouvernement bruxellois à concerter tous les acteurs pertinents, afin de construire une véritable politique d'alimentation scolaire qui veille à ce que tous les élèves aient un accès réel à des repas scolaires de qualité.
8. **Charge** Madame la Bourgmestre de transmettre la présente motion à Madame la Ministre-Présidente Elisabeth Degryse, aux Ministres concernés, au Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et aux chefs de groupe parlementaires.

Adopté par le Conseil communal de Molenbeek le (date).

[1] http://www.galilex.cfwb.be/fr/leg_res_01.php?ncda=51691

[2] <https://iodda.be/public/annexes/9113/document/fr>

[3] <https://archive.pfwb.be/1000000020d605d>

[4] https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/product/view/ilc_chmd01?category=livcon.ilc.ilc_md.ilc_chmd

[5] <https://isadf.iweps.be/index.php?action=indicateur&indicateur=07&type=1&droit=02>

[6] <https://www.sciensano.be/fr/biblio/enquete-de-consommation-alimentaire-2022-2023-rapport-de-synthese-sur-la-consommation-alimentaire-et>

[7] <https://archive.pfwb.be/1000000020d605d>

[8] <https://kbs-frb.be/fr/couts-et-avantages-des-repas-scolaires-chauds-sains-et-durable>

[9] <https://archive.pfwb.be/1000000020df056>

[10] http://www.galilex.cfwb.be/fr/leg_res_01.php?ncda=53841

[11] https://budget-finances.cfwb.be/fileadmin/sites/dgbf/uploads/documents/budget_comptabilite/ressources/budgets/2026/Budget_des_depenses_2026_-_Initial.pdf

[12] <https://liguedesfamilles.be/article/les-repas-scolaires-de-55-300-enfants-en-situation-de-pauvrete-en-danger>

[13] http://www.galilex.cfwb.be/fr/leg_res_01.php?ncda=53841

[14] <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/convention-rights-child>

[15] https://www.europarl.europa.eu/charter/pdf/text_fr.pdf

[16] <https://rm.coe.int/168007cf94>

[17] <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A32021H1004#PP2Contents>

[18] <https://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=25530&langId=fr>

[19] <https://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=27547&langId=fr>

[20] <https://www.lesoir.be/717207/article/2025-12-16/supprimer-les-repas-scolaires-gratuits-serait-une-erreur-durable-pour-la-sante>

[21] <https://liguedesfamilles.be/storage/43365/2026-03-13-Faire-de-l'alimentation-scolaire-une-r%C3%A9elle-priorit%C3%A9.pdf>

[22] <https://www.rtbef.be/article/les-repas-scolaires-complets-offerts-aux-enfants-les-plus-precaires-de-federation-wallonie-bruxelles-en-danger-les-directions-s-expriment-11649669>

[23] <https://www.lavenir.net/actu/belgique/politique/2026/04/15/fin-des-repas-gratuits-dans-l'enseignement-differencie-un-retour-en-arriere-insupportable-estiment-les-ecoles-signataires-d'une-lettre-ouverte-XAOT2ZAICZFKLGKKHV4OKDL75M/>

[24] <https://liguedesfamilles.be/storage/43365/2026-03-13-Faire-de-l'alimentation-scolaire-une-r%C3%A9elle-priorit%C3%A9.pdf>

Le point est reporté.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door de fracties PTB, PS en MAMA
voor het behoud van volledige, gratis, gezonde en duurzame schoolmaaltijden
voor de kinderen van Molenbeek.**

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0025 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia Fernandez,
Conseillère communale MR, relative à la suppression de la ligne R29.**

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Une décision importante en matière de mobilité est en train de passer presque inaperçue et pourtant, elle aura un impact direct sur le quotidien de nombreux Molenbeekois.

La ligne R29 de De Lijn ne traversera bientôt plus le centre de Sint-Jans-Molenbeek. Concrètement, cela signifie une perte de liaison directe avec Dilbeek pour de nombreux habitants.

Une question se pose immédiatement, quelle a été la réaction de notre commune ?

Selon De Lijn, les autorités locales avaient la possibilité d'introduire des remarques, des objections, voire de demander des adaptations.

La commune de Molenbeek l'a-t-elle fait ?

Si oui, lesquelles ?

Si non, pourquoi ?

À ce jour, aucune communication claire n'a été faite.

Aucune explication.

Aucune prise de position publique.

Et pourtant, les enjeux sont connus.

Oui, il y a des problèmes :

- des bus bloqués dans la circulation
- des tensions et des questions de sécurité sur certains tronçons

Mais précisément. c'est dans ces situations que l'on attend une commune qu'elle défende ses habitants. Pas qu'elle reste silencieuse pendant que des lignes disparaissent.

Ce n'est d'ailleurs pas un cas isolé.

La ligne de nuit N62, qui reliait auparavant Anderlecht (Erasmus), traversait Molenbeek et allait jusqu'à l'aéroport, a déjà été raccourcie pour partir uniquement de Rogier.

Une ligne pourtant essentielle pour l'accès à l'emploi de publics plus fragiles.

Là aussi, la réaction politique a été pour le moins discrète.

Dès lors, mes questions sont les suivantes :

- La commune a-t-elle officiellement réagi au projet de modification de la ligne R29 ?
- Quelles démarches concrètes ont été entreprises auprès de De Lijn ?
- Une évaluation de l'impact pour les habitants a-t-elle été réalisée ?
- Quelles solutions alternatives sont envisagées pour maintenir l'accessibilité vers Dilbeek ?
- Enfin, comment le Collège compte-t-il éviter que ce type de décision se reproduise sans débat public ?

Molenbeek fait déjà face à des défis importants en matière de mobilité et d'accès à l'emploi.

Accepter silencieusement la suppression de liaisons ne peut pas être une réponse politique.

Les problèmes existent, personne ne les nie, mais ils doivent être résolus, pas servir de prétexte à un recul du service public.

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria García Fernandez
Cheffe de file MR
Conseillère communale

Le point est reporté.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Garcia Fernandez, Gemeenteraadslid MR, betreffende de afschaffing van lijn R29.**

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0026 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia Fernandez, Conseillère communale MR, relative à l'absence de budget communal.**

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Nous sommes aujourd'hui au mois de mai... et toujours aucun budget communal présenté à ce conseil.

Ce retard n'est pas anodin. Il est même profondément préoccupant.

Le budget est l'acte politique central d'une majorité.

Ne pas être en mesure de le présenter après plusieurs mois d'exercice pose une question simple, où est le cap ?

En attendant, la commune fonctionne sous le régime des douzièmes provisoires.

Autrement dit, on gère au mois le mois, sans vision, sans projection, sans débat démocratique réel sur les priorités. Ce n'est pas une manière saine de gérer une commune.

Les douzièmes provisoires sont censés être une solution exceptionnelle, temporaire, pour faire face à un retard limité. Aujourd'hui, ils deviennent un mode de gestion

prolongé. Cela traduit soit une incapacité à trancher, soit des désaccords internes, soit un manque de préparation. Dans tous les cas, ce n'est pas rassurant.

Pendant ce temps, les services tournent au ralenti, les projets sont bloqués ou reportés, et les citoyens n'ont aucune visibilité sur les choix qui les concernent directement.

Cette situation pose aussi une question de respect du conseil communal. Nous sommes censés débattre, amender, voter un budget. Aujourd'hui, nous sommes tenus à l'écart des décisions structurantes, alors même que la commune continue à engager des dépenses.

Dès lors, mes questions sont simples :

- Pourquoi, au mois de mai, la majorité n'est-elle toujours pas en mesure de présenter un budget ?
- Combien de temps la commune compte-t-elle encore fonctionner sous douzièmes provisoires ?
- Quelles sont les conséquences concrètes de cette situation sur les services communaux et les projets en cours ?
- Et surtout, quand ce conseil sera-t-il enfin en mesure de débattre d'un budget clair, cohérent et assumé politiquement ?

Gouverner, c'est prévoir. Aujourd'hui, ce que nous voyons, c'est une gestion au jour le jour, sans cap lisible.

Merci pour vos réponses.

Gloria Garcia Fernandez

Le point est reporté.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Garcia Fernandez, Gemeenteraadslid MR, betreffende het ontbreken van een gemeentebegroting.**

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0027 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia Fernandez, Conseillère communale MR, relative au dîner de printemps des seniors.**

Monsieur l'Échevin,

Je souhaite vous interpeller concernant votre décision relative à l'organisation de l'événement de printemps destiné aux seniors.

Vous avez en effet fait le choix de remplacer le traditionnel dîner, comprenant apéritif, plat, dessert et café, par un simple goûter, limité à une part de tarte accompagnée d'un café ou d'un thé.

Cette décision constitue une réduction importante de la qualité de l'activité proposée. Pourtant, le montant de la participation demandée reste inchangé, fixé à 5 euros.

Dans le même temps, il apparaît que de nombreux pensionnés, notamment dans le quartier de Semence Park Village, n'ont pas reçu d'invitation. Cette situation soulève un problème évident d'accès à l'information et d'égalité de traitement.

Dès lors, je souhaite vous poser les questions suivantes :

- Quelles sont les raisons précises qui ont motivé cette réduction de l'offre ?
- Comment justifiez-vous le maintien du tarif malgré une prestation nettement diminuée ?
- Comment expliquez-vous que certains seniors n'aient pas été informés de cet événement ?
- Quelles mesures comptez-vous prendre pour garantir, à l'avenir, une organisation équitable et transparente ?
- Pouvez-vous assurer que cette décision ne s'inscrit pas dans une logique plus large de réduction des activités destinées aux seniors ?

Au vu de ces éléments, cette situation donne le sentiment d'un recul dans l'attention portée à nos aînés, ainsi que d'une gestion pour le moins discutable.

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria García Fernandez

Le point est reporté.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Garcia
Fernandez, Gemeenteraadslid MR, betreffende het lentediner voor senioren.**

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0028 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Van Merris,
Conseiller communal MR, relative au parc des Muses.**

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Je souhaite vous interpellier au sujet de la situation actuelle du Parc des Muses, qui suscite depuis plusieurs années des inquiétudes croissantes parmi les riverains.

Ce parc, qui devrait constituer un espace de détente et de convivialité au cœur d'un quartier densément peuplé, fait aujourd'hui l'objet de nombreuses plaintes. Les habitants dénoncent une dégradation progressive de l'état général du site, marquée notamment par un manque d'entretien et des infrastructures vieillissantes. Ces constats ont d'ailleurs été relayés dans la presse locale, où il est fait état d'une demande claire des riverains pour un parc plus propre et plus sûr.

Au-delà de cette situation générale, plusieurs problèmes concrets et persistants méritent une attention particulière.

La question des clôtures est régulièrement soulevée. Plusieurs riverains signalent qu'elles sont, à certains endroits, dégradées ou inefficaces, et que leur remplacement est attendu depuis plus d'un an. Cette défaillance a des conséquences directes sur l'accessibilité du parc.

En effet, malgré les heures de fermeture, le parc resterait facilement accessible en raison de ces défauts. Cette situation favoriserait des intrusions en dehors des heures autorisées et, selon de nombreux témoignages, permettrait l'installation d'activités illégales, notamment du trafic de stupéfiants.

Dans ce contexte, je souhaiterais vous poser les questions suivantes :

La commune a-t-elle connaissance de ces intrusions dans le parc en dehors des heures d'ouverture, ainsi que des activités qui y seraient liées ? Des constats ont-ils été établis par les services compétents ?

Quel est l'état actuel des clôtures du parc et pour quelles raisons leur remplacement ou leur réparation accuse-t-il un retard aussi important ? Un calendrier précis d'intervention peut-il être communiqué ?

Quelles mesures immédiates la commune entend-elle prendre afin de garantir le respect des heures de fermeture et de rétablir un niveau de sécurité acceptable pour les usagers et les riverains ?

Enfin, dans le cadre du projet de réaménagement du parc, comment ces problématiques concrètes seront-elles prises en compte afin d'éviter qu'elles ne perdurent ou ne se reproduisent ?

La situation actuelle contribue à un sentiment d'abandon et d'insécurité qui n'est pas acceptable pour un espace public de proximité. Il apparaît dès lors essentiel de rétablir des conditions d'usage normales, sûres et respectueuses pour l'ensemble des habitants.

Je vous remercie pour vos réponses.

Didier Van Merris

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Van Merris,
Gemeenteraadslid MR, betreffende het Muzenpark.

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0029

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Van Merris,
Conseiller communal MR, relative au parc Albert.

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Je souhaite vous interpeller concernant la situation du Parc Albert, qui pose aujourd'hui de réelles difficultés aux habitants du quartier.

Ce parc, qui devrait être un espace de détente et de convivialité, est de plus en plus perçu comme un lieu de nuisances et d'insécurité.

Plusieurs riverains nous signalent en effet que le parc, non clôturé, reste accessible en permanence. Cette situation entraîne des occupations nocturnes régulières, avec des rassemblements et des fêtes qui se prolongent tard dans la nuit, voire jusqu'au petit matin, au détriment de la tranquillité des habitants.

Au-delà des nuisances sonores, ces occupations donnent également lieu à des tensions et à des incidents.

Ces préoccupations ne relèvent pas uniquement d'un ressenti. Elles s'inscrivent dans un contexte plus large, puisque la presse a déjà relayé des faits graves survenus dans ce parc. Plusieurs bagarres y ont éclaté sur plusieurs jours, nécessitant l'intervention de la police et conduisant à plusieurs interpellations.

Ce type d'événements contribue à renforcer un sentiment d'insécurité chez les riverains et pose la question de la gestion de cet espace public.

Dans ce contexte, je souhaiterais vous poser les questions suivantes :

La commune a-t-elle connaissance des nuisances nocturnes régulières signalées par les riverains, notamment liées à des rassemblements et fêtes tardives dans le parc ?

Quelles mesures sont actuellement mises en place pour prévenir les troubles à l'ordre public et éviter les violences, comme celles qui ont déjà été constatées dans ce parc ?

La configuration actuelle du parc, ouverte en permanence et sans contrôle d'accès, est-elle encore adaptée à la situation du quartier ?

Des solutions sont-elles envisagées pour mieux encadrer les usages du parc, notamment en soirée et durant la nuit ?

Une présence renforcée des services de prévention ou de police est-elle prévue afin de sécuriser les lieux et de rassurer les habitants ?

La situation actuelle interroge sur la capacité à garantir un usage apaisé et respectueux de cet espace public. Il apparaît dès lors nécessaire d'apporter des réponses concrètes afin de rétablir la tranquillité et la sécurité dans et autour du parc.

Je vous remercie pour vos réponses.

Didier Van Merris

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Van Merris,
Gemeenteraadslid MR, betreffende het Albertpark.

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0030 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia Fernandez,
Conseillère communale MR, relative au site BAT.

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Je souhaite revenir sur le site BAT, un dossier important pour notre commune depuis de nombreuses années.

Ce site est régulièrement présenté comme un projet structurant, notamment via les développements portés avec citydev.brussels.

Mais aujourd'hui, sur le terrain, la situation reste difficile à lire.

Pendant une longue période, ce site a connu différentes occupations, révélatrices à la fois, de la pression sociale que connaît notre Région, et du manque d'anticipation dans la gestion de ce type de lieux en attente de reconversion.

Cela pose une double responsabilité publique, garantir des conditions humaines dignes, et éviter que des sites stratégiques restent durablement dans l'incertitude.

Par ailleurs, il reste aujourd'hui beaucoup de flou autour du projet lui-même.

Pour les habitants du quartier, il est difficile de savoir:

- où en est concrètement le projet,
- si le chantier a réellement commencé,
- et surtout quand des avancées visibles auront lieu.

Or, pendant ce temps :

- les besoins en logement sont bien réels,
- les attentes des riverains sont fortes,
- et ce site reste en grande partie en transition.

Dès lors, je souhaite vous poser les questions suivantes :

- 1) Pouvez-vous nous préciser l'état exact d'avancement du projet sur le site BAT ?
- 2) Le chantier a-t-il effectivement démarré, et sur quelles parties du site
- 3) Quel est aujourd'hui le calendrier actualisé des travaux ?
- 4) Comment la commune a-t-elle encadré les occupations passées du site, et quelles leçons en ont été tirées pour l'avenir ?
- 5) Enfin, quelles garanties pouvez-vous donner quant à une concrétisation effective de ce projet, dans des délais raisonnables et au bénéfice des habitants de Molenbeek.

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria Garcia Fernandez

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Garcia
Fernandez, Gemeenteraadslid MR, betreffende BAT site.

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0031 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia Fernandez,
Conseillère communale MR, relative à Bruxelles 2030 : état des lieux et
perspectives.

Je souhaite revenir sur le projet «Bruxelles 2030 », et plus particulièrement sur la situation actuelle de cette initiative portée autour de Molenbeek. Aujourd'hui, chacun le sait, la candidature n'a pas été retenue dans le cadre de la sélection européenne. C'est un fait. Mais dans le même temps, on nous explique que la dynamique doit se poursuivre, que les projets doivent continuer, et que l'investissement engagé doit s'inscrire dans la durée. Dès lors, une question simple se pose : quel est aujourd'hui le cadre précis de cette continuité ? Depuis plusieurs années, des moyens publics ont été mobilisés pour soutenir cette candidature. Des équipes ont été mises en place, des actions ont été financées, des événements ont été organisés. Pourtant, à ce stade, il est très difficile d'obtenir une vision claire et consolidée des moyens réellement engagés. C'est pourquoi je pose une première question très concrète : quel est le coût total du projet «Bruxelles 2030 » depuis son lancement, et quelle part concerne spécifiquement Molenbeek ? Deuxième élément, on évoque la poursuite des projets. Très bien, mais cela suppose un cadre, des priorités, et des objectifs mesurables. Quels projets sont aujourd'hui maintenus ? Avec quels budgets ? Et selon quels critères d'évaluation ? Existe-t-il un bilan structuré, indépendant, permettant d'identifier ce qui a fonctionné, ce qui doit être ajusté, et ce qui doit éventuellement être arrêté ? Enfin, au-delà des intentions, se pose une question de méthode. Comment garantir que la poursuite de cette dynamique repose sur une stratégie claire, transparente et évaluée, et non sur une prolongation automatique de dispositifs existants ? Parce qu'au fond, l'enjeu n'est pas de remettre en cause les ambitions culturelles ou les dynamiques locales, elles sont évidemment importantes, mais bien de s'assurer que chaque euro public engagé répond à des objectifs précis, mesurables, et utiles pour les habitants.

Je vous remercie.

Gloria Garcia Fernandez

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Garcia
Fernandez, Gemeenteraadslid MR, betreffende Brussel 2030: stand van zaken en
perspectieven.

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0032 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Van Merris,
Conseiller communal MR, relative aux logements dans le quartier Beekkant.

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Je souhaite attirer votre attention sur la situation préoccupante des habitants autour de Beekkant, notamment dans les tours du boulevard Edmond Machtens et rues aux alentours.

Aujourd'hui, des dizaines de familles vivent encore dans des logements marqués par l'insalubrité, avec la présence d'amiante, des problèmes d'humidité, et des conditions de vie qui ne sont tout simplement pas dignes.

Ces habitants attendent depuis des années des solutions concrètes. Pourtant, les relogements restent très limités, et certains se voient annoncer des délais qui vont jusqu'à 2030. Pendant ce temps, ils continuent à vivre dans des logements dangereux pour leur santé.

Par ailleurs, plusieurs bâtiments sont amenés à être vidés, voire démolis, ce qui signifie que de nombreuses familles supplémentaires devront être relogées. Mais une question essentielle se pose, où iront-elles ?

Nous sommes face à une situation où :

- les logements sont dégradés,
- les relogements sont insuffisants,
- et les perspectives restent floues pour les habitants.

Dès lors, mes questions sont les suivantes :

- 1) Quelles mesures urgentes sont prises pour garantir la sécurité et la santé des habitants encore présents dans ces immeubles ?
- 2) Quel est le calendrier précis de relogement pour l'ensemble des familles concernées ?
- 3) Combien de logements sont réellement disponibles aujourd'hui pour faire face à ces relogements ?
- 4) enfin, quelles garanties pouvez-vous donner que ces habitants ne seront pas laissés dans l'attente pendant encore plusieurs années ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Didier Van Merris

Le point est reporté.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Van Merris,
Gemeenteraadslid MR, betreffende de woningen in de Beekkantwijk.**

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0033

**Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Milis, Conseiller
communal MR, relative au projet Lion City.**

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Je souhaite vous interpellier au sujet du projet LionCity, développé sur le site de l'ancien siège de Delhaize à Molenbeek-Saint-Jean.

Comme vous le savez, ce projet, piloté notamment par citydev.brussels, représente un enjeu majeur pour notre commune. Il prévoit la création d'un nouveau quartier mixte, combinant logements, activités économiques, commerces et espaces publics.

Aujourd'hui, le site est occupé dans le cadre d'une phase transitoire qui accueille différentes initiatives associatives, culturelles et économiques. Si cette occupation temporaire permet de faire vivre le site, elle suscite aussi des questions légitimes quant à la suite du projet.

Dès lors, je souhaiterais savoir où en est concrètement la mise en œuvre de la première phase, dite LionCity I.

Le calendrier des travaux est-il aujourd'hui confirmé ? Dispose-t-on d'une date claire pour le début effectif du chantier ?

Par ailleurs, pouvez-vous préciser la durée prévue de cette phase transitoire et nous indiquer s'il existe un risque de prolongation, notamment en cas de retards administratifs ou techniques ?

Je souhaiterais également obtenir des précisions concernant le volet logement. Quelle sera la répartition entre logements sociaux, logements moyens et logements privés ? Combien de logements seront réalisés dans la première phase, et dans quels délais les premières livraisons sont-elles envisagées ?

Un projet de cette ampleur aura nécessairement un impact important sur le quartier. Quelles mesures sont prévues afin de limiter les nuisances liées au chantier ? Comment les questions de mobilité et d'accessibilité seront-elles prises en compte ? Et une concertation avec les riverains est-elle prévue ou déjà organisée ?

Enfin, j'aimerais que vous puissiez clarifier le rôle de la commune dans ce dossier. Quelle est sa capacité d'influence réelle, et comment s'organise la coordination avec les autorités régionales et les autres projets en cours à proximité ?

Au vu de l'importance de ce projet pour l'avenir de Molenbeek-Saint-Jean, il est essentiel que nous disposions d'une information claire, transparente et actualisée.

Je vous remercie pour vos réponses.

Didier Milis

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Milis,
Gemeenteraadslid MR, betreffende het project Lion City.

Het punt wordt verdaagd.

communal MR, relative au nouveau centre de quartier Pythagoras.

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Je souhaite vous interpeller au sujet du nouveau Centre de quartier Pythagoras, récemment inauguré à Molenbeek-Saint-Jean, dans le cadre du Contrat de Quartier Durable autour du Parc de l'Ouest.

Ce projet, attendu de longue date, répond à un réel besoin dans un quartier marqué par un manque d'infrastructures collectives. Il a été présenté comme un équipement polyvalent destiné à accueillir des activités sociales, sportives, éducatives, ainsi que des associations locales. Nous ne pouvons que saluer cette ambition.

Cependant, plusieurs questions importantes se posent aujourd'hui quant à l'occupation concrète des locaux.

En effet, durant les années précédentes, le site a déjà fait l'objet d'une occupation temporaire, impliquant des associations et des habitants du quartier. Cette phase avait notamment pour objectif de tester des usages, d'identifier les besoins et d'inscrire le projet dans une dynamique participative.

Or, à ce jour, il apparaît que les modalités d'attribution des locaux ne sont communiquées que tardivement, après la fin des travaux et même après l'inauguration du bâtiment.

Cela soulève plusieurs préoccupations.

D'une part, comment expliquer que les associations du quartier, pourtant déjà mobilisées en amont, n'aient pas eu de visibilité plus tôt sur les conditions d'accès à ces espaces ?

D'autre part, quels sont précisément les critères retenus pour l'attribution des locaux ? Un appel a-t-il été lancé de manière transparente et accessible à l'ensemble du tissu associatif local ?

Par ailleurs, les associations qui ont participé à l'occupation temporaire bénéficieront-elles d'une forme de continuité ou de priorité dans l'attribution des espaces ? Ou bien repart-on aujourd'hui de zéro, au risque de perdre la dynamique construite ces dernières années ?

Enfin, ce décalage dans le calendrier interroge : pourquoi attendre la fin du chantier pour structurer l'occupation d'un lieu dont la vocation était pourtant clairement définie dès le départ ? Cela ne risque-t-il pas d'entraîner une sous-utilisation temporaire du bâtiment, voire un sentiment d'incompréhension parmi les acteurs locaux ?

Au-delà de ces questions, c'est bien la cohérence entre participation citoyenne, planification publique et mise en œuvre concrète qui est ici en jeu.

Je vous remercie dès lors de bien vouloir apporter des clarifications sur 1) les modalités d'attribution des locaux,
2) le calendrier précis de mise à disposition,
3) les garanties offertes au tissu associatif local pour un accès équitable et transparent.

Je vous remercie pour vos réponses.

Didier Milis.

Le point est reporté.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Milis,
Gemeenteraadslid MR, betreffende het nieuwe wijkcentrum Pythagoras.**

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0035 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia Fernandez,
Conseillère communale MR, relative aux nuisances et problèmes de sécurité
autour du Batopin et du commerce de pizzas situé à proximité du Boulevard
Mettewie 42/50.**

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Je souhaite attirer l'attention du Collège sur la situation devenue extrêmement préoccupante autour du Batopin et du commerce de pizzas situé à proximité, dans un quartier densément peuplé où vivent des centaines de familles.

Les habitants dénoncent depuis des mois, des nuisances sonores importantes liées au stationnement sauvage de personnes se rendant au Batopin, à toute heure du jour et de la nuit, la présence récurrente de personnes alcoolisées dans le local ou à ses abords

un manque manifeste de propreté sur le parking ;

- mais également de nouvelles nuisances liées au commerce de pizzas : stationnement anarchique des clients et livreurs, terrasse particulièrement bruyante en soirée et gestion problématique des déchets et poubelles.

Ces problèmes ne concernent pas quelques riverains isolés. Ils impactent directement un immeuble de 325 appartements, soit environ 750 habitants : des familles, des enfants, des personnes âgées, des travailleurs qui subissent quotidiennement du bruit, des incivilités et une dégradation évidente de leur cadre de vie.

Aujourd'hui, les habitants ont le sentiment d'être abandonnés et de devoir supporter seuls les conséquences d'un espace qui semble échapper à tout contrôle.

Dès lors, je souhaiterais poser les questions suivantes au Collège :

1) Le Collège a-t-il connaissance des nombreuses plaintes et signalements concernant

ce site ?

2) Combien de contrôles de police ou de constats administratifs ont-ils été réalisés au cours des derniers mois ?

3) Des contrôles spécifiques ont-ils été effectués concernant, le stationnement sauvage, les nuisances sonores, la consommation d'alcool,

et la gestion des déchets ?

4) Le commerce concerné respecte-t-il l'ensemble des conditions liées à son exploitation et à sa terrasse ?

5) j'y Quelles mesures concrètes et rapides le Collège compte-t-il prendre pour rendre enfin un cadre de vie acceptable aux centaines d'habitants du quartier ?

Parce qu'aujourd'hui, ce ne sont pas seulement des nuisances ponctuelles dont on parle, mais bien d'une dégradation continue de la qualité de vie de près de 750 habitants qui demandent simplement de pouvoir vivre normalement chez eux.

Gloria Garcia Fernandez

Le point est reporté.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door mevrouw Garcia Fernandez,
Gemeenteraadslid MR, betreffende de overlast en veiligheidsproblemen rond de
Batopin-geldautomaat en de pizzazaak in de nabijheid van de Mettewielaan
42/50.**

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0036 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Sagon, Conseillère
communale ECOLO GROEN, relative à la propreté, à la communication et aux
choix stratégiques de l'administration communale.**

Le point est reporté.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Sagon,
Gemeenteraadslid ECOLO GROEN, over netheid, communicatie en strategische
keuzes van het gemeentebestuur.**

Geachte burgemeester, voorzitter, schepenen en collega's,

Molenbeek is vuil. Het is moeilijk om het anders te formuleren. Maar Molenbeekenaars verdienen beter.

Het is positief om te zien dat de bevoegde schepen initiatieven neemt, zoals het pilootproject rond netheid in de Brunfautwijk. Daarbij wordt gedurende drie maanden extra geïnvesteerd in die buurt, met intensievere schoonmaakacties en versterkte controles. Er wordt ook steeds meer ingezet op lokale netheidsambassadeurs om bewoners te sensibiliseren en — laten we eerlijk zijn — mee recht te trekken wat het gemeentebestuur zelf niet opgelost krijgt.

Vandaag hadden wij graag enkele vragen gesteld over recente concrete projecten, maar ook over de strategische keuzes die u maakt in de aanpak van overlast en vervuiling.

Fix My Street

Eerst een opvolgingsvraag: bestaat er ondertussen een correcte koppeling tussen Fix My Street en de Molenbeekse netheidsdiensten, zoals Ecolo-Groen tijdens de gemeenteraad van januari vroeg? Kunnen inwoners ervan uitgaan dat wanneer zij een probleem melden via Fix My Street — zeker in het weekend of buiten de openingsuren van het gemeentelijk groen nummer — dit ook effectief snel wordt opgevolgd?

Strategische aanpak

In het verleden beschikte Molenbeek over een lokaal netheidsplan 2020-2025, waarin de gemeente werd opgedeeld in drie zones, telkens met specifieke maatregelen afgestemd op de lokale uitdagingen en problematieken.

Dat plan bevatte ook zeer nuttige data. Zo werd in 2020 in totaal 3.285 ton afval afkomstig van publieke vuilnisbakken, sluikestort en illegale dumpingen opgehaald door de netheidsdienst — goed voor 33,5 kilogram per inwoner. Op het vlak van handhaving stelde de cel Incivilitéiten datzelfde jaar 3.090 inbreuken op de netheidsregels vast. Daaruit volgden 532 pv's en uiteindelijk 132 effectieve boetes.

Het systematisch bijhouden en actualiseren van die gegevens om vooruitgang of achteruitgang te bepalen is natuurlijk van groot belang, zeker in een context waarin de gemeente met beperkte middelen werkt. Data moeten helpen bepalen waar de noden het hoogst zijn en waar middelen dus prioritair ingezet moeten worden.

In dat opzicht is het positief dat er vandaag wordt gewerkt met een pilootproject in de Brunfautwijk. Maar in het netheidsplan 2020-2025 kwam die wijk echt niet naar voren als de zone met de grootste problematiek rond afval en sluikestort. Dat betekent uiteraard niet dat de situatie ondertussen niet veranderd kan zijn, maar net daarom is actuele data zo belangrijk.

Kortom: is het de bedoeling om een geactualiseerde versie met publiekelijk beschikbare data van dit lokale netheidsplan op te maken?

Ondersteuning van netheidsambassadeurs

Wat betreft die netheidsambassadeurs, een initiatief waarop u duidelijk sterk wil inzetten, hoe zorgt u ervoor dat lokale initiatieven ondersteund worden (denk maar aan de groep rond Square des libérateurs/Bevrijderssquare Content)? En hoe worden ze afgestemd op de acties van Bruxelles-Propreté, zoals "Wake Up Clean Up"? Hoe verhouden beide initiatieven zich precies tegenover elkaar?

Taalgebruik van de netheidsdiensten

Tot slot willen we het hebben over iets wat eigenlijk vanzelfsprekend zou moeten zijn: correcte communicatie in beide officiële talen. Idealiter communiceert de gemeente zelfs in meerdere talen, maar minstens correct in het Frans en het Nederlands.

Zo zagen we in de Brunfautwijk een brochure verschijnen waarbij de Franse titel “Déchets acceptés” in het Nederlands vertaald werd als “Geweigerd afval”.

Ook de video ter aankondiging van het mobiele recypark op het gemeenteplein op 29 april, verspreid door de PTB, bestond enkel in het Frans. En dan stellen wij ons finaal ook de vraag waarom die communicatie via een partijpolitiek filmpje verliep, en niet via de officiële gemeentelijke kanalen zoals de website of sociale media van de gemeente?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Hilde Sagon

Het punt wordt verdaagd.

20.05.2026/A/0037

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Sagon, Conseillère communale ECOLO GROEN, relative à la sécurité, la visibilité et le respect de la communauté LGBTQIA+ à Molenbeek.

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Sagon, Gemeenteraadslid ECOLO GROEN, over veiligheid, zichtbaarheid en respect voor de LGBTQIA+-gemeenschap in Molenbeek.

Geachte burgemeester, voorzitter, schepenen en collega's,

Vorige week werd voor het eerst in Sint-Jans-Molenbeek een mooi evenement georganiseerd rond het hijsen van de Rainbow Flag. Dat was een sterk moment van verbinding, dankzij de bevoegde schepen, gevolgd door een drink in het gemeentehuis. Had het regenboogvoetpad aan het gemeentehuis ook nog een nieuwe verlaag gekregen voor de gelegenheid, dan was het helemaal af geweest.

Want de queer gemeenschap heeft onze steun hard nodig.

Dat begint al in het onderwijs, ook in onze Molenbeekse gemeentescholen. Voor leerlingen en leerkrachten is het heel moeilijk om eerlijk voor hun seksuele geaardheid of genderidentiteit uit te komen, en sociale media en polarisatie maken de situatie nog moeilijker. Tegelijk bestaan er ook goede voorbeelden van scholen die werken rond respect en verdraagzaamheid. Daarbij kunnen ook religieuze figuren, zoals imams, een positieve rol spelen door duidelijk op te roepen tot respect voor iedereen.

En dan heb je het probleem van verbale en fysieke agressie in onze Molenbeekse straten voor wie er anders uitziet. De verhalen zijn helaas talrijk. Zo liepen er vorige week dansers - verkleed voor de Zinneke Parade - van Graaf van Vlaanderen naar Ultima Vez wandelden. Onderweg werden ze uitgescholden en geslagen met opmerkingen als: “Pas de pédés dans nos rues.” Ook het verhaal van Jamal heeft veel mensen geraakt. Hij werd in december vorig jaar in het metrostation Beekkant zwaar mishandeld door drie jongemannen, waarbij niemand tussenkwam om te helpen. Een event dat vrienden dachten te organiseren ter gelegenheid van de Pride op het Molenbeeks gemeenteplein, bleek trouwens niet mogelijk wegens een inschatting van de politie als te onveilig.

Het thema van de Pride dit jaar luidt: “When Times Get Darker, We Shine Brighter.” Een krachtige en verbindende boodschap, meer dan ooit nodig in een wereld waar de rechten van LGBTQIA+-personen steeds vaker onder druk staan. Laat ons er als gemeente mee voor zorgen dat zij kunnen blijven schitteren. Daarom heb ik volgende vragen:

1. Wanneer zal het regenboogvoetpad opnieuw geschilderd worden? Kan dit voortaan een jaarlijks automatisme worden in de weken voor de Pride, zodat het voetpad er telkens mooi en verzorgd bij ligt?
2. Hoe wil het gemeentebestuur verdere polarisatie in onze scholen aanpakken, zodat queer leerkrachten en leerlingen zich veilig en welkom voelen?
3. Hoe zal de burgemeester bij de politie blijven aandringen op het belang van veiligheid voor LGBTQIA+-personen in onze gemeente en dit echt als prioriteit aanbrengen ook?
4. Kunnen wij op jullie rekenen om binnen jullie respectievelijke partijen er mee voor te vechten om het huwelijk voor iedereen te verankeren in de Belgische grondwet? Want rechten zijn pas echt beschermd als ze niet afhangen van de politieke waan van de dag.

Ik dank u.

Hilde Sagon

Het punt wordt verdaagd.

Levée de la séance à 21:42
Opheffing van de zitting om 21:42

Secrétaire f.f.,
Wvd. Secretaris,

Le Président du Conseil,
De Voorzitter van de Raad,

Marijke Aelbrecht

Ahmed El Khannouss